Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !

Internationalisme

*“ Sans théorie révolutionnaire
Pas de mouvement révolutionnaire ”*

SOMMAIRE :

SIGNIFICATION D'UN MESSAGE PRESIDENTIEL .

OU EN SOMMES-NOUS .

PROPRIÉTÉ ET CAPITAL .

PROBLÈME DU SOCIALISME .

LA PERSPECTIVE DE BARBARIE .

COLLECTION

GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

PRIX 30 francs

Janvier 1949

NUMÉRO 41

Correspondance et abonnement : SALAMA, Boîte postale 47/14 Paris

-SIGNIFICATION D'UN MESSAGE PRESIDENTIEL.-

Tous nos bons progressistes d'Europe ont frétille d'enthousiasme à la lecture du message que Truman adressa au Congrès, en ce qui était pour lui début d'année et de Présidence. A le croire, le message représentait un premier pas vers la construction du socialisme. Truman allait désormais reprendre contre les trusts le "bon combat" entamé par Roosevelt. Ils voyaient là aussi une justification éclatante de leur politique, dite de dirigisme, et comme quoi le régime d'exploitation capitaliste tout doucement disparaissait. Bref une grande victoire de la Justice, de la Liberté, de la Patrie et de ces autres grues métaphysiques qui, disait Lafargue, font le trottoir dans les discours parlementaires, les programmes électoraux et les réclames mercantiles. Oui là, que la riche Amérique en soit réduite aux méthodes tatillonnes des contrôles et des restrictions, imposés par l'Etat, prouvait que leur "voie" était bien la seule. Et de claironner.!

Il semble bien que le bruit fait autour du message est relativement hors de propos avec son contenu. La presse yankee qui annonçait, a sa veille, un "super new deal", ne parlait plus le lendemain que d'un "néo new-deal"; aujourd'hui, foin même de ces superlatifs: c'est une solution convenable. Le fait est que le "plan Truman" paraît moins l'oeuvre de capitalistes d'Etat, conscients organisés et tout, mais celle plutôt de bourgeois, libéraux hétérodoxes certes, et que la nécessité seule accule à des solutions pour eux aussi désagréables qu'inéluçtables. En ce sens, les réactions favorables de Wall Street, qui se soucie plus de dividendes que des théories de Keynes et épigones, sont particulièrement significatives. D'autant que les propositions de Truman visent beaucoup plus à l'éviction des classes moyennes du cycle de production et de distribution et au renforcement du contrôle étatique et syndical sur les masses ouvrières, qu'à une lutte consciente contre les trusts et leur emprise croissante sur les secteurs clés de l'économie, ainsi que sur l'appareil d'Etat lui-même.-

Socialisme? Lutte anti-trust? voire! L'un des points principaux du programme économique et social de Truman réclame le maintien des priorités et des allocations aux matériaux-clés, lesquels ne seraient disponibles qu'en insuffisantes quantités. A première vue, l'on serait tenté d'affirmer que le brain-trust de Truman, et les équipes aux commandes de l'Etat, se réservent ainsi le contrôle de l'industrie américaine, tendent à s'assurer le monopole du commerce intérieur et extérieur des matériaux-clés aux Etats-Unis. Mais le maintien de ces priorités et allocations ne bénéficiera finalement qu'aux grandes organisations industrielles et bancaires. C'est le moment de se souvenir que les 250 plus grosses entreprises industrielles des USA, qui possédaient en 1939 65% des moyens de productions nationaux, ont disposé pendant la guerre de 79% de l'équipement et des usines construites grâce à des fonds fédéraux; bénéficiant en septembre 1944 de 78% des

contrats de guerre, dont ils confiaient alors, et en partie, l'exécution à divers sous-traitants. Il ne faut pas négliger non plus, que 31 sociétés représentant 30% du capital total investi par ces 250 étaient contrôlées par 5 puissants groupes financiers à savoir: Mellon, Morgan First National, du Pont, Rockefeller et le groupe Cleveland. Ces cinq groupes détiennent aujourd'hui près de la moitié des moyens de productions détenus par toutes les sociétés en 1939; tandis qu'en 1945 les 250 détenaient un nombre de moyens de production égal à ceux possédés par toutes les sociétés américaines en 1939. L'on voit donc, sans phrases, à qui iront, continueront d'aller priorités et allocations.-

D'autre part la "normalisation" du jeu des relations commerciales, que la pénurie relative du temps de guerre avait faussé, met en mauvaise posture bien des entreprises modestes. A la saturation du marché en produits de consommation, c'est à dire au manque de consommateurs solvables, s'ajoute une concurrence accrue, jouant au profit exclusif des grosses entreprises. Le fait que la mévente atteint aujourd'hui surtout les industries et commerces de luxe et demi-luxe - dans de proportions variables sans doute, mais toujours importantes - autorise à voir les premiers symptômes d'une crise de sous-consommation qui s'étendra, plus ou moins, aux autres secteurs industriels commerciaux et agricoles. Truman réclame le renouvellement et l'extension des contrôles existants sur les crédits bancaires et autres. Encore un coup sensible aux moyennes et petites entreprises qui ne disposent pas de formidables liquidités du Big Business. Notons à ce propos que le rapport de la Smaller War Plant Corporation (quelque chose comme l'association des petits producteurs de matériel de guerre), publié en Juin 1946, indiquait que 63 entreprises géantes disposaient de 10 milliards de dollars liquides. "avec cette somme elles pourraient acheter tout l'équipement disponible financé par le gouvernement, ou 71.700 petites entreprises soit 94% des entreprises de production aux Etats Unis". La guerre a accentué la concentration capitaliste aux USA, augmenté la composition organique du capital américain. L'après-guerre voit se précipiter le processus de centralisation de ce capital c'est à dire que les capitalistes deviennent de moins en moins nombreux. Une première conséquence en est la transformation des dirigeants des moyennes et petites entreprises en gérants, mieux en simples agents d'exécution du Grand Capital. Une deuxième, et non des moindres, en est l'abaissement du niveau de vie des travailleurs. La rationalisation de la direction du travail, et du travail lui-même, reprise depuis la fin de la guerre dans tous les secteurs de la production, l'introduction de machines perfectionnées à l'usine, sur les chantiers, dans les bureaux, mènent au chômage technologique. La fermeture d'entreprises désuètes, mal armées pour la lutte dans le cadre d'une aigre concurrence, accroitra encore le nombre de chômeurs. Disposant de cette indispensable armée de réserve, le Big Business peut revenir avec Truman, aux dispositions de la loi Wagner plus libérale que la législation anti-syndicale Taft-Hartley, désormais promise à l'abrogation.-

Ainsi donc, se présente, sous l'un de ces aspects, le programme développé par Truman devant le Congrès: renforcement du Grand Capital aux dépens des petites et moyennes entreprises. Il serait cependant avancé d'accorder toute sa rigueur à cette affirmation d'une tendance inhérente au régime capitalisme, opérant dans une perspective historique relativement large, mais parfois démentie, pour partie, dans le contingent, l'immédiat. En d'au-

tres termes, des accrochages sérieux peuvent se produire, sur le plan de la politique intérieure, entre les progressistes du style Truman et les représentants de tendances recuites et périmées tels Taft ou Thurmond. C'est pourquoi Truman et son Brain-trust ont insisté, verbalement, sur un renforcement des lois anti-trusts, entamé des procès dans ce cadre, et sur la réalisation de la fameuse promesse d'égalité des droits et des chances pour chacun quelle que soit sa race. L'antienne est vieille aux Etats Unis comme ailleurs.-

Un autre aspect important du programme est l'amorce d'une plus grande coopération entre les syndicats ouvriers, les grandes organisations paysannes d'une part, l'exécutif de l'autre. Aux paysans, Truman propose une politique de soutien des prix agricoles. Nous voyons en France, dans des conditions certes très éloignées de celles américaines, qu'une telle politique ne profite guère qu'aux grandes exploitations capitalistes ainsi qu'aux puissantes coopératives agricoles, mais que le paysan indépendant en fait pratiquement les frais, obligé qu'il est d'accepter les conditions des organismes gouvernementaux aux maïs des capitalistes et des bureaucrates de la coopération.-

Quant aux ouvriers d'Amérique, leur niveau de vie paraît devoir regressed sur celui de la période de guerre. En effet l'amenuisement du pouvoir d'achat du dollar est estimé à 40% par rapport à l'avant-guerre, un dollar 1948 valant 60 cents 1939; sans que les salaires aient augmenté dans une mesure analogue. En outre le nombre des heures de travail a été diminué sans compensation équivalente (°), pendant que les retenues opérées sur les salaires, au titre de l'impôt, montait progressivement à un tiers du traitement. Ce ne sont pas la réforme des Assurances sociales ou le perfectionnement du système hospitalier et d'enseignement qui changeront appréciablement la condition ouvrière au USA. L'Europe est à cet égard un test suffisant. Ce sont là des mesures imposées par leurs contradictions internes, à l'Etat et au Grand Capital afin d'assurer la conservation et la reproduction de la marchandise force de travail. Quoi qu'il en soit de l'Europe, la Sécurité Sociale est moins encore développée aux Etats Unis. Il n'y existe pratiquement ni assurances maladies ou invalidité, ni allocation familiales et leurs corollaires. 7 à 37 % seulement des chômeurs bénéficient, selon les Etats, de l'assurance chômage. 10 millions 1/2 de travailleurs indépendants sont exclus de l'assurance vieillesse (salarisées agricoles, emplois publics, commerce de détail) etc... Les projets d'amendement tentent de pallier à certaines de ces imperfections.-

La Sécurité Sociale est un élément important de l'Etat capitaliste. Par les offices de placement, l'Etat oriente la main d'oeuvre au mieux de ses besoins. Contrôle le marché du travail et surtout ceux des travailleurs dont les opinions, seulement, passent pour subversives. Sur un autre plan, la Sécurité Sociale permet à l'Etat, sinon de remplacer du moins de doubler les syndicats dans leur rôle de sociétés de secours mutuels. Aux USA la Sécurité

(°) Il était pendant la guerre de 42 à 45 heures hebdomadaires, plus même dans certaines corporations.

Il y a quelques jours un leader syndicaliste (AFL) envisageait froidement la perspective d'une semaine de trente heures.

Sociale embryonnaire n'a pas été arrachée par les syndicats mais octroyée par l'Etat qui s'assurait ainsi la clientèle des syndicalistes, tandis que leurs bonzes tendaient désormais à s'intégrer à l'appareil étatique.-

Cela posé, il n'empêche que ces mesures sont le fait de la nécessité. Elles ont été préconisées par les syndicats, mises en avant par Truman au cours de la campagne électorale. D'ores et déjà apparaît certain que les leaders syndicalistes retrouveront les beaux jours du temps du New Deal et de plus beaux encore. Ils siègeront dans les commissions d'arbitrage, gèreront avec l'approbation officielle, non seulement les mutuelles syndicales, mais participeront largement à la gestion des organismes d'assurances fédéraux. Enfin le retour à la loi Wagner, favorisera à nouveau les grands Trade Unions (AFL, CIO, et fédération des cheminots) aux dépens des Company Unions (syndicats jaunes). En effet si, à l'échelon local, le capitalisme individuel préfère utiliser ses jaunes à lui; l'Etat, capitaliste collectif, recherche à l'échelle nationale, les tractations avec les bonzes des Trade Unions.-

Ainsi donc, nous voyons aux Etats Unis s'opérer un lent amalgame des trusts, des organisations syndicales et de l'Etat. Ils s'interpénètrent de plus en plus et tendent, en dépit même des contradictions qui les divisent à former un corps unique. Plus même que par le passé, le personnel de direction monopolistique et celui de l'Etat sont interchangeable, toujours prêt à se relever l'un l'autre. Alors qu'en Europe la phase de transition du capitalisme des monopoles à celui de l'Etat s'est déroulée au milieu de heurts violents, de guerres impérialistes désastreuses atteignant toutes les infrastructures dans leurs oeuvres vives, cette phase s'inscrit aux Etats Unis dans un cours relativement moins mouvementé- au travers de crises économiques et sociales, profondes et durables, sans doute, mais ne nécessitant pas une intervention formidable et immédiate de l'Etat dans la vie du pays. C'est pourquoi, aux Etats Unis, les dirigeants effectifs de l'économie nationale proviennent surtout des milieux d'hommes d'affaires, eux-mêmes stipendiés du Grand Capital. Et leur politique dérive des intérêts de ce Grand Capital et sur le marché intérieur des USA et sur le marché mondial. Que, ultérieurement, au cours d'une guerre mondiale frappant directement les Etats Unis, une différenciation nette s'établisse entre la propriété d'Etat et celle des monopoles, cela ne fait pas de doute. Encore que l'Etat américain serait, en même temps, l'organe d'exécution de quelques monopoles tentaculaires et gigantesques, leur expression achevée. Le discours de Truman, s'il s'inscrit dans cette tendance répond cependant à des nécessités plus proches et plus précises que nous avons vu être l'absorption des petites et moyennes entreprises par le Big Business, l'intégration des cadres syndicaux à l'appareil étatique et surtout la préparation de chaînes nouvelles et solides aux masses ouvrières d'Amérique.-

En ce sens, le message de Truman signifie une tentative de renforcement de l'idéologie américaine, pragmatique, patriote, individualiste, démocratique, libérale et, d'un seul mot le tout: calviniste. Sur le plan propagandistique le message apparaît bien comme ce "catalyseur d'idéalisme" dont parle la presse. Mais il est tout aussi bien un avertissement adressé à la Russie. En réclamant le maintien de l'entraînement militaire obligatoire, en présentant un budget dont, en définitive, 17% seulement sont destinés

à des dépenses civiles, Truman introduit quelque élément de contradiction dans son bénéficiant discours. Après cela il peut affirmer: " Nous nous trouvons au début d'une ère qui peut signifier soit une grande réalisation, soit une terrible catastrophe pour nous et pour toute l'humanité". Les antagonismes impérialistes trancheront le débat.-

Enfin, en doublant la continuation du plan Marshall d'une proposition de maintien du contrôle des exportations, Truman avertit la Grande Bretagne que s'il est tout disposé à voir dans l'Europe une filiale commerciale et un bastion militaire, il n'y tolérera pas le renforcement d'un concurrent singulièrement actif et acharné. C'est à l'empirisme que se fie le State Département afin de mener sa lutte pour la domination mondiale contre la Russie, d'abord et surtout, mais aussi contre la Grande Bretagne.-

J'ai passé en revue et succinctement, ce qui me paraissait le plus important dans le discours programme de Truman. Il ne faut cependant pas surestimer sa portée réelle. J'en dirai volontiers qu'il représente un programme maximum que les circonstances et les adversaires politiques sauront réduire à un minimum. L'intervention de l'Etat dans la vie économique américaine se fera surtout par l'intermédiaire de la Haute Banque et du Capital Industriel liés. Les Syndicats verront s'agrandir leur champ d'activités d'administration du Travail, et s'ouvrir des perspectives d'intégration à l'appareil d'Etat. Le message de Truman marque une étape dans la fusion de l'Etat et des monopoles aux Etats Unis. A ce titre, il fait le point de la situation présente et des prolongements qu'il entend lui donner. La signification profonde devait être recherchée dans les processus qui se font jour à l'heure actuelle aux Etats Unis et qui sont ceux logiques du capitalisme en l'absence de tout bouleversement révolutionnaire de la Société: le passage du capitalisme des monopoles au capitalisme d'Etat.-

Cousin.

- OU EN SOMMES NOUS-

Le Mouvement trotskiste.

1948 était une année fatale au mouvement trotskiste en France. La fluctuation des influences des courants politiques ne relève évidemment pas d'une plus ou moins grande habileté, d'un plus ou moins grand "savoir faire" des organisations intéressées. En dernière analyse l'influence des courants politiques correspond et reflète les fluctuations de la situation et les tendances de son évolution. D'autre part dans la période actuelle où l'unité économique et politique du monde est plus étroite qu'elle n'a été dans toutes les autres périodes de l'histoire, nous devons pouvoir constater un même phénomène social dans tous les pays. Nous ne voulons nullement nier par là l'existence des facteurs particuliers, propres à chaque pays, mais ces particularités n'interviennent et n'agissent que sur le rythme ou le degré de développement d'une tendance générale, dont la nature ne peut être comprise, que recherchée en partant d'un plan général mondial. Cela s'applique aussi exactement au mouvement trotskiste qui traverse partout une crise profonde et qui se traduit en France par des convulsions particulièrement aiguës. -

A plusieurs reprises nous avons eu l'occasion de rappeler notre analyse de la situation des deux dernières années de la guerre. Nous constatons des tendances de reprise de lutte de classe du prolétariat, tendance très faible certes, mais existant et allant en croissant. Ce n'est évidemment pas dans la "Résistance" contre l'occupation hitlérienne et dans le déchainement des sentiments nationalistes et chauvins sous la bannière de l'idéologie de "l'antifascisme" que nous avons, à l'instar des trotskistes, décelé ces tendances de lutte de classe du prolétariat. Au contraire c'est uniquement dans la rupture avec la guerre impérialiste, dans la lutte contre la guerre qu'elles se sont exprimées et ont donné lieu à ces manifestations de Juin 1943 en Italie, et du printemps 1945 en Allemagne. Dans les autres pays d'Europe ces tendances quoiqu'infinitement plus faibles se manifestèrent également. Elles étaient à la base de la formation de nombreux petits groupes révolutionnaires en France, en Belgique, en Hollande, en Italie chose qui ne s'était pas vue durant de longues années avant la guerre. Ainsi s'explique également, tout au moins en partie, le développement pris par le mouvement trotskiste, apparaissant aux yeux de certains ouvriers comme un mouvement authentiquement ~~trotskiste~~ révolutionnaire.

Les positions de "Libération nationale" et le fait de se revendiquer de la "Résistance" et des hauts faits d'armes contre l'occupant "étranger", pouvaient ne pas desservir les trotskistes pour autant qu'ils s'adressaient aux ouvriers encore tout imprégnés d'un esprit chauvin; mais cela précisément ne faisait pas le trotskisme se distinguer des

autres partis "ouvriers" résistants et nationalistes. Sur ce plan les ouvriers n'avaient aucune raison de préférer le trotskisme au stalinisme qui avait en plus pour lui d'être un parti autrement plus sérieux, plus puissant et plus agissant. Ce n'est donc qu'en se posant en parti révolutionnaire que le trotskisme gagnait à lui une partie de des ouvriers, tendant confusément à se dégager de l'idéologie capitaliste.-

Cette situation du trotskisme fut encore favorisée par les circonstances particulières qui ont vu les staliniens et socialistes à la tête du gouvernement d'où ils s'opposaient farouchement aux revendications ouvrières d'augmentation de salaires et d'amélioration des conditions de vie du prolétariat. Prenant le contre-pied, soutenant et proclamant la lutte pour les revendications économiques il était aisé aux trotskistes de se faire passer pour un parti de classe qui lutte pour la défense des intérêts ouvriers. Mais la situation a depuis profondément changé. Le parti stalinien a été écarté du gouvernement et pratique une politique d'opposition violente et systématique contre le gouvernement. Les trotskistes ont raison de dire que leur programme est aujourd'hui celui des larges masses, mais cela l'est uniquement dans la mesure où a été et pouvait être repris et même dépassé par les staliniens qui se livrent à une campagne d'envergure contre le gouvernement, entraînant derrière eux de larges masses ouvrières dans des grèves économiques sans issue et des aventures sanglantes.-

Les circonstances qui hier étaient quelque peu favorables au trotskisme ne le sont donc plus aujourd'hui. Il s'était d'ailleurs trop illusionné sur ses possibilités d'avenir se croyant vraiment en passe de devenir un grand parti de masses. De quelle hauteur ne toisait-il pas les petits groupes "d'ultra gauche" lui qui participait avec fracas aux campagnes électorales et aux référendums et qui se voyait déjà agitant les grandes foules de l'intérieur de l'Assemblée nationale, transformée en "tribune révolutionnaire". Le voilà aujourd'hui réduit au rang de "groupuscule" tant méprisé mais avec "l'ultra gauchisme", c'est à dire avec l'effort de la recherche théorique et la compréhension, en moins. De quelques centaines d'adhérents qu'il comptait le parti trotskiste est passé au nombre de dizaines. La "Vérité" de 4 pages hebdomadaire, cinglant énergiquement vers le bi-hebdomadaire est devenue aujourd'hui une feuille de deux pages qui se paie le luxe de rester deux mois sans paraître. Les "Grands meetings" font place à de petites réunions sans assistants. La jeunesse ne subsiste plus que sur le papier. La JSR qu'on manoeuvrait, l'ASR qu'on flattait, et avec qui on comptait dépecer la SFIO se sont carrément détournés du parti trotskiste. ET pour comble c'est toute la tendance dite de droite qui groupait la majorité des leaders et presque la moitié des adhérents qui abandonne l'organisation pour adhérer au RDR. Grandeur et décadence, mais très relatives, du trotskisme.

Que s'est-il donc passé pour le parti trotskiste?

D'abord une situation qui se précise dans son cours, débouchant dans une nouvelle guerre mondiale. Une situation précise est toujours fatale à des groupements politiques qui ont pour nature précisément d'être imprécis. Le trotskisme s'est toujours plu dans des positions "en attendant que", "en dépit de", "bien que", etc.. Le

stalinisme et le "socialisme" étaient des forces contre-révolutionnaires et cependant les partis stalinien et socialiste étaient des partis ouvriers avec qui il fallait organiser le front unique contre la réaction, pour la défense des intérêts du prolétariat et pour la réalisation d'un gouvernement ouvrier contre le capitalisme. On proclamait la lutte à mort contre le gouvernement de Staline tout en proclamant la défense inconditionnelle de l'URSS, dans la guerre sous la direction du même gouvernement. La Pologne de Mr Beek était proclamée capitaliste, mais non impérialiste, qu'il fallait défendre en 1939 contre l'attaque de l'impérialisme allemand. Mais il fallait pratiquer le défaitisme révolutionnaire en Finlande attaquée par l'URSS, et qui fut malgré sa position de pays agressé, déclaré pour la circonstance "pays impérialiste". La IV^{ème} Internationale luttait catégoriquement et par tous les moyens contre la guerre impérialiste, mais introduisait immédiatement une distinction entre pays ennemis de l'URSS où il fallait pratiquer le défaitisme et les pays alliés où le défaitisme se transformait en opposition politique. Finalement cette distinction s'est élargie à la notion de bloc fasciste et bloc démocratique, et l'opposition politique dans ce dernier s'est transformée en la pratique de participation directe ou indirecte à la Résistance et à la revendication de la guerre efficace contre l'Allemagne fasciste sous la direction des syndicats. Il serait beaucoup trop long de citer toutes les manifestations qu'a donné lieu la trop subtile stratégie élastique du trotskisme. Quiconque voudrait par exemple se débrouiller dans les explications contradictoires trotskistes de leur participation dans la lutte de l'armée "populaire" contre le gouvernement de Tchan Kai Chek, après avoir appelé les ouvriers à participer à la défense de l'intégrité nationale de la Chine de ce même Tean Keï Chek contre le Japon risque fort de se perdre dans le labyrinthe de la confusion trotskiste. Dans toutes les situations une chose apparaît nettement, c'est que nous trouvons le trotskisme associé à une des forces capitalistes en présence. L'association immédiate certaine au capitalisme, doit cependant être expliquée et justifiée par le trotskisme au nom des intérêts d'avenir du prolétariat. Plus est problématique pour l'avenir du prolétariat la pratique concrète et quotidienne des trotskistes et plus il leur est nécessaire que la situation présente un état de confusion permettant de sophistiquer et de mystifier.-

A la veille de la deuxième guerre l'antifascisme "servit judicieusement de couverture à tous les partis "ouvriers" plus particulièrement au trotskisme. C'est au nom de l'antifascisme qu'on a entraîné les ouvriers dans la guerre espagnole pour finalement les jeter dans le grand massacre mondial de 39-45. La disparition de l'Etat fasciste, découvre du coup le maigre corps sans chair ni esprit du trotskisme.

Il faut se rappeler que le trotskisme n'a pas d'existence politique propre. Il n'est qu'un appendice ou du stalinisme ou de la démocratie "socialiste", et d'une façon générale un mélange des deux. A une période où la défense des intérêts du capitalisme d'Etat russe marchait de pair avec les intérêts des Etats capitalistes démocratiques, contre le bloc des pays dits fascistes, c'était la paix de conscience dans le trotskisme. Toutes les tendances pouvaient cohabiter en paix et chacune trouvait dans l'autre une alliée et un complice. La plateforme confuse, volontairement vague de l'antifascisme habritait le tout. Chaque tendance y trouvait son compte et le parti dans son ensemble y trouvait son ciment.

Les trois tronçons du trotskisme pouvaient ainsi réaliser vers la fin de la guerre leur unité organique et servir d'exemple pour l'ensemble du monde trotskiste. C'est dans la même période que les deux partis trotskistes des Etats Unis: les défensistes et les non-défensistes de l'URSS devaient entamer des pourparlers pour une réunification.-

Mais ces circonstances idylliques sont passées. Le monde se trouve aujourd'hui déjà engagé dans la guerre quoiqu'encore dans la phase "froide" entre les Etats Unis et la Russie. Hormis les petits groupuscules d'ultra-gauche qui ne présentent aucun poids dans la situation immédiate et qui se situent en quelque sorte hors d'elle, dont l'activité est au delà de ses contingences, toutes les autres forces politiques "réalistes" qui veulent agir sur la situation présente, se trouvent dans l'obligation de faire un choix plus ou moins net entre l'un et l'autre bloc antagonique en présence. Le mouvement trotskiste ne pouvait échapper à cette obligation. Les tendances pro-russe et pro-démocratique, toutes les deux également pour un capitalisme d'Etat, devaient fatalement se séparer. Aux Etats Unis les pourparlers pour l'unification, du parti de Cannon et celui de Schachtman, devaient être abandonnés. En France où avait été réalisé le parti unifié, celui-ci ne pouvait pas manquer d'éclater.-

La crise que traverse le mouvement trotskiste et qui prend des formes différentes selon les pays a pourtant pour fondement la division du monde capitaliste en deux blocs antagoniques. Ce fait qui est essentiel pour la compréhension de la crise dans le mouvement trotskiste, n'apparaît cependant pas toujours avec la netteté souhaitable et est loin d'être complètement compris par les intéressés eux mêmes. Des luttes personnelles de cliques bureaucratiques du sommet pour la direction, avec les méthodes et intrigues qui leur sont propres s'y ajoutant, font souvent estomper et obscurcir le véritable fond de la crise. D'autre part des divergences politiques réelles mais secondaires tendent à occuper le premier plan. Mais aussi importantes qu'elles soient celles-ci ne doivent pas nous faire oublier la raison essentielle de la crise du trotskisme. Il y a certainement du vrai dans l'explication que donne la majorité sur le caractère petit-bourgeois démocratique de la tendance droitnière qui vient de quitter le parti trotskiste pour se rattacher au RDR. Il y a autant de vrai dans l'accusation de bureaucratisme sectaire que les derniers adressent à la majorité. On pourrait d'ailleurs inverser les reproches, qu'ils resteraient également valables et parfaitement applicables aux deux tendances. Mais précisément parce que ces défauts ou ces qualités (comme on voudra) sont un fait inhérent au trotskisme qu'ils ne peuvent expliquer la crise présente de ce mouvement. Cette même crise et pour la même raison, a été connue par d'autres formations comme la gauche socialiste et l'équipe de la Revue Internationale où; comme chez les trotskistes, une partie allait rejoindre le bloc stalino-russe et l'autre le bloc américain-démocratique.-

Cette crise met-elle fin au mouvement trotskiste ? Ce serait une erreur de le croire. Comme toutes les autres formations politiques issues du mouvement ouvrier et happées dans l'engrenage de l'idéologie du capitalisme, le trotskisme subsistera et occupera une place plus ou moins grande selon les circonstances et les pays. Il ne disparaîtra qu'avec un changement définitif de cours, quand le prolétariat s'engagera résolument dans la voie

de la révolution socialiste. Alors toutes les positions d'équilibre et de demi-mesure qui sont à la base du programme "Transitoire", ces mots d'ordre démocratiques et cette tactique "réaliste" qui font incorporer le trotskisme dans l'idéologie capitaliste; perdront leur raison d'être et avec elles l'être du trotskisme. Jusqu'à là le trotskisme peut enregistrer des abandons aussi massifs que récemment en France (la moitié de l'organisation) sans que cela vienne mettre fin au trotskisme ni que cela puisse servir de point de départ, ou avoir une signification, d'une évolution quelconque de ce mouvement. Le dernier Congrès du parti trotskiste en France, aussi bien que le récent Congrès de la IVème Internationale, par leur réaffirmation des positions éternelles du trotskisme en sont un témoignage suffisant.-

Que deviennent dans tout cela les tendances gauchisantes du trotskisme? Comme l'on sait il y avait au moins deux tendances gauchistes cristallisées au sein du parti français: celle de Gallien et celle de Chaulieu. mais aucune ne parvenait à achever sa maturité et à dépasser le trotskisme. Elles pouvaient bien porter une critique partielle et partiellement valable, comme par exemple le rejet de la défense de l'URSS, mais quant au fond elles restaient prisonnières de l'idéologie trotskiste et du programme Transitoire. Cela vient confirmer le postulat maintes fois énoncé par nous, qu'un courant révolutionnaire ne peut prendre naissance au sein d'un organisme qui a cessé d'être un organisme de classe du prolétariat. Toute velléité de la pensée révolutionnaire se trouve rapidement étouffé dans ce milieu, et dégénère. A leur tour les mouvements organisés au sein de telles organisations, portent en eux et reproduisent l'essence anti prolétarienne du programme initial. C'est seulement dans un milieu politique propre à lui, c'est à dire à l'extérieur des organisations non-prolétariennes que le courant révolutionnaire peut se former et se développer.-

C'est pourquoi on ne peut garder qu'une attitude extrêmement réservée à l'égard de la tendance gauchiste de Gallien, qui vient de rompre avec éclat en plein Congrès avec le parti trotskiste. Cette tendance qui depuis longtemps a rejeté la défense de l'URSS analysée par elle comme du capitalisme d'Etat, continue, par ailleurs à se réclamer des positions fondamentales du trotskisme: la lutte aux côtés des peuples opprimés, l'action syndicale pour les revendications économiques, la participation aux campagnes électorales, et le "parlementarisme révolutionnaire", le Front Unique entre tous les partis se réclamant de la classe ouvrière, les mots d'ordre démocratiques, etc. Dans tout cet arsenal de lutte du mouvement ouvrier passé, qui ne correspond plus en rien à la période nouvelle du capitalisme, qui dans la situation présente, ne peut pour autant servir que d'un moyen supplémentaire d'enchaînement du prolétariat au Capitalisme d'Etat, la tendance Gallien, tout comme le trotskisme orthodoxe, voit toujours un levier pour l'action révolutionnaire du prolétariat. Tout comme le trotskisme officiel, la tendance Gallien ne voit pas les profondes modifications intervenues par l'évolution récente du capitalisme.-

Elle ne voit pas et ne sait pas analyser la réalité et se contente de faire entrer cette dernière dans ses schémas puisés dans le passé. Sourde et aveugle elle persiste à voir présentement, dans ce cours accéléré vers la 3ème guerre mondiale un mouvement révolutionnaire croissant dans tous les pays, et répète derrière le trotskisme officiel, toutes les sottises sur le travail dans les grandes masses, et la constitution immédiate d'un parti révolutionnaire. Sur le plan international, la tendance Gallien se rattache à tout un courant du trotskisme animé par G. Munis et qui compte les sections mexicaine, espagnole, italienne et de l'Amérique latine, Natalia Sédova, la veuve de Trotsky semble également y adhérer. Ce courant n'est donc pas complètement séparé, même organiquement du trotskisme, puisque par bien des sections, il se rattache encore à la IVème Internationale.-

Le sort de la seconde tendance gauchiste du parti trotskiste français celle de Chaulieu est bien plus lamentable encore. Plus forte en nombre que la première, elle est cependant plus faible sur le plan international. Sa particularité qui est son appréciation de la société russe comme du collectivisme bureaucratique, et sa théorie sur les trois forces historiques en présence: le capitalisme, le prolétariat et la bureaucratie l'apparenterait dans une certaine mesure à la W.P. des Etats Unis, mais bien des positions politiques l'en différencient et font qu'elle reste isolée et à l'intérieur de la IVème Internationale. Après avoir préconisé le redressement des partis trotskistes et préparé ensuite sa rupture avec ce parti en France, la tendance Chaulieu s'est finalement assagie. En fait elle s'est liquéfiée. Une partie de ses membres s'est retirée purement et simplement de l'organisation et de toute activité, l'autre partie avec Chaulieu en tête y demeure emprisonnée, prenant sa part de responsabilité politique dans la nouvelle direction du parti, trouvant son degré avancé de corruption et de décomposition idéologique.-

En résumé l'orthodoxie triomphe au sein du mouvement trotskiste. A part le fait qu'il est réduit numériquement à l'état d'un petit groupe, politiquement rien n'est changé. Le trotskisme n'a rien oublié, ni rien appris. Il reste identique à lui-même

La Fraction Française de la Gauche Communiste Internationaliste.-

Des quelques groupes révolutionnaires qui ont surgi à la fin de la guerre, en 1944-45, seul subsiste encore actuellement en plus de notre groupe (G.C.F.) le groupe de la F.F.G.C.I. (fraction française de la Gauche Communiste Internationaliste).

Tous les autres groupes, l'U.C.I. (Union Communiste Internationaliste) l'O.C.R. (Organisation Communiste Révolutionnaire), le R.K.D. (Communistes Révolutionnaires d'Allemagne), se sont disloqués et ont disparu. Ce fait témoigne indiscutablement de l'extrême difficulté qu'il y a pour toute activité révolutionnaire, aussi minime soit-elle, dans la situation que nous

vivons de cours inexorable vers la 3ème guerre. Dire que l'on vit un cours de guerre, c'est dire en même temps qu'au sein du prolétariat on assiste à un processus de dissolution de sa conscience de classe, qui se traduit dans le fait qu'il épouse les buts de la bourgeoisie, qu'il fait sien l'idéologie et l'orientation de celle-ci. Dans une telle conjoncture, il ne sert à rien de s'indigner, de protester ou de se lamenter, et encore moins de se refuser à reconnaître le fait et d'agir comme si de rien n'était. Il importe avant tout de comprendre. C'est pour n'avoir pas compris, pour avoir péché contre la réalité, pour avoir levé bien haut les pieds dans un cours, qui lui, suivait une marche descendante, que ces groupes se sont disloqués après s'être vainement épuisés dans une agitation stérile.

Ce n'est pas par hasard que ce soit précisément ces groupes-ci qui aient suivi cette évolution vers le néant. La raison immédiate est que ces groupes venaient directement de l'organisation trotskiste dans laquelle ils se sont formés et avec laquelle ils n'avaient rompu que très tardivement - en fin 1944. Ils avaient rompu avec le trotskisme essentiellement sur la question russe dont ils rejetaient la défense, mais avaient gardé le fond du programme trotskiste dont ils ne parvenaient à se dégager sur certains points que très lentement et très péniblement. Ils avaient surtout hérité du trotskisme sa conception de l'organisation, sa conception du comportement du militant, son remplacement de la conviction par la trique de la discipline, de l'étude théorique par un activisme bruyant.

La conception du Parti et du rapport entre le Parti et la classe semble de plus en plus devenir un test pour tout groupe révolutionnaire, un test qui révèle leur vitalité ou leur inévitable dégénérescence ultérieure. A ce test les groupes en question fournirent la réponse trotskiste classique. Dès lors que ces groupes se mouvaient sur le plan de la conception trotskiste fondamentale, leurs divergences, même celle concernant le rejet de la défense de l'URSS, paraissaient secondaires et ne pouvaient justifier leur existence politique et organisationnelle séparée. Ne trouvant la raison à leur propre existence, ils cherchèrent à la fonder sur la fidélité à des positions qui leur semblèrent plus orthodoxes. C'est dans le passé qu'ils chérchèrent les positions idéales pures, pour les opposer aux "déviation" du trotskisme. Ils découvrirent ainsi Lénine pour l'opposer à l'opportunisme de Trotsky et se dirent des léninistes purs. Par suite et graduellement ils découvrirent l'opposition ouvrière, les Cronstadiens, le K.A.P.D., Luxembourg. Tour à tour ils semblaient tenir enfin une certitude ils croyaient avoir atteint la vérité vraie, et inmanquablement, après un cours répit ils voyaient des failles et ils recommençaient à bondir d'étape en étape, de théorie en théorie. C'était une course folle à travers l'histoire du socialisme mais en sens inverse. On la remontait à rebours Marx même n'a pu servir que de courte halte. On trouvait Bakounine et au delà encore Stirner. Au lieu de comprendre la doctrine comme un développement historique, c'est à dire en relation étroite avec le développement des phénomènes sociaux, et par conséquent la tâche propre qui incombe aux révolutionnaires d'aujourd'hui de donner la réponse aux problèmes nouveaux tels qu'ils apparaissent dans la situation historique nouvelle, la doctrine pour eux devait contenir la vérité toute achevée toute armée, la

réponse une fois pour toute donnée, définitive et toujours valable. Inhabitué au travail révolutionnaire théorique, ne concevant l'activité du groupe révolutionnaire qu'essentiellement dans l'application pratique de la vérité doctrinale, mais déçus de n'avoir pas trouvé dans l'histoire de la doctrine socialiste cette sorte de vérité, ces groupes devaient s'en prendre à la doctrine et la rejeter elle-même comme non valable. A force de chercher la vérité dans le passé ils avaient abouti à cette vieille philosophie de l'écclésiaste: "vanité, vanité, tout n'est que vanité.", confirmant le fait maintes fois observé que "l'activisme" est une maladie grave qui conduit au désespoir et au suicide ceux qui la contractent.

Pour nous l'expérience de ces groupes offre en plus un autre enseignement d'importance. Nous savions qu'il était exclu depuis longtemps, que du sein des partis staliniens et socialistes puissent surgir des tendances évoluant vers des positions révolutionnaires. Mais on ne pouvait donner catégoriquement la même réponse concernant le mouvement trotskiste. Malgré son évolution politique l'entraînant rapidement dans l'engrenage idéologique du Capitalisme d'Etat, son existence relativement récente et son caractère politique confus, d'opposition permirent encore de croire à une telle possibilité ou tout au moins laissèrent cette question ouverte. L'expérience du groupe de l'OCR semble conclure à cette question par la négative. C'est probablement pour la dernière fois, et cela à la faveur des événements cruciaux comme la guerre impérialiste qui a vu le mouvement trotskiste y participer, qu'un groupe à tendance révolutionnaire s'est détaché de l'organisation trotskiste. Et si ce groupe s'est avéré non viable cela ne fait qu'indiquer le degré de dégénérescence par trop avancé du mouvement trotskiste. Cette dernière expérience de rupture avec l'organisation trotskiste semble avoir épuisé tous les germes révolutionnaires qui pouvaient s'y trouver. Il est plus que douteux que des tendances qui restaient attachées à l'organisation alors que celle-ci adhérait à la guerre impérialiste puissent évoluer vers des positions révolutionnaires. D'une façon générale, l'organisation comme telle a cessé d'être le climat politique permettant l'éclosion de telles tendances. Cette conclusion doit nous inciter pour l'avenir, à une attitude politique d'extrême réserve pour tout ce qui est ou provient du mouvement trotskiste.-

--- -- ---

Très différent par son origine idéologique et ses militants est le groupe de la F.F.G.C.I. S'étant constitué à la fin de 1945, il a pour origine politique, comme nous-mêmes, la Gauche Communiste Internationaliste et plus précisément la Fraction italienne dite bordiguiste. Les militants qui constituent ce groupe en plus de quelques camarades qui se séparèrent de nous en 1945 proviennent en majorité de l'ancienne fraction italienne et du groupe existant avant guerre, l'Union Communiste, plus quelques militants activistes venus du trotskisme. En conséquence il échappe en partie aux tares typiques des groupes provenant directement du trotskisme, mais en partie seulement.

Ce qui caractérisait les fractions de la Gauche Communiste Internationale avant la guerre c'était en premier lieu la vitalité théorique, l'effort constant de réexamen critique à la lumière de l'expérience et des événements nouveaux, des positions traditionnelles, la répugnance du dogme. En second lieu, c'était son rejet de tout activisme tapageur, et était considérée comme tel toute activité en disproportion avec les possibilités objectives données par le cours réel des événements. C'est à ce double trait que la Fraction italienne doit d'avoir pu fournir durant cette période noire, la deuxième moitié d'entre les deux guerres, cette remarquable contribution à la pensée théorique révolutionnaire que constitua sa fameuse revue "Bilan". Mais la dissolution de la fraction italienne au sein du Parti communiste internationaliste d'Italie, la proclamation même de ce Parti, dont aucun doute ne peut plus subsister aujourd'hui quant à sa prématurité, devaient entraîner des conséquences fâcheuses pour ce parti comme d'ailleurs pour les autres fractions de la GCI.-

La reconstitution d'un parti révolutionnaire surtout après une longue période d'absence implique théoriquement cette double signification: que nous nous trouvons en présence d'un cours montant de la révolution. En d'autres termes, la maturité des conditions objectives et que le programme servant de base politique à la constitution du Parti contient la solution, non seulement des problèmes auxquels s'était heurté le mouvement révolutionnaire dans la période précédente, mais encore la direction de la réponse à donner aux nouveaux problèmes issus de la période présente. En un mot, la maturité du programme, la maturité des conditions subjectives. La proclamation du Parti en Italie devait donc entraîner automatiquement toutes les fractions de la GCI, afin de justifier cette proclamation, à proclamer cette contre-vérité qu'au lendemain de la guerre en 1945 s'ouvrait un cours de montée révolutionnaire. C'est la logique d'une absurdité de ne pas rester unique. Aussi les fractions de la GCI, en Belgique comme en France ne devaient pas se contenter seulement de justifier l'existence du Parti en Italie mais encore se payer le ridicule de proclamer pour les autres pays aussi, le moment enfin venu de la reconstitution du nouveau Parti du Proletariat, et cela sans considération de ce fait aussi simple qu'à elles deux, elles groupaient un nombre de militants pouvant être dénombré sur les doigts (des mains et... des pieds il est vrai) d'un seul homme.-

Voilà pour ce qui est des conditions objectives dont les événements devaient se charger de réduire à néant l'analyse fantaisiste et ramener lentement les camarades de la GCI à plus de bon sens et d'intelligence de la réalité. Pour ce qui est du 2ème point des conditions subjectives, les conséquences devaient être, si possible, pires. En l'absence d'une maturité théorique véritable d'un programme, on était amené à proclamer pour telle les positions politiques inachevées et souvent largement dépassées par le développement historique, comme par exemple la participation aux campagnes électorales, aux organisations syndicales etc... Et plus on sentait la pérérité de ces positions plus désespérément on s'y accrochait de crainte de voir tout s'effondrer. On s'est fixé, on s'est figé. Les principes devenaient des dogmes, les positions des tabous, la critique devenait hérésie. Contre elle et pour en avoir raison on ne connaît d'autre moyen, et cela est fatal que de recourir aux mesures disciplinaires.-

D'une part on hissait toute position erronée à la hauteur d'un principe programmatique inviolable et intouchable, et d'autre part on se contentait de cet "acquis" considéré suffisant pour "guider" l'assaut révolutionnaire du prolétariat, négligeant complètement l'immense travail théorique qui s'impose aux révolutionnaires aujourd'hui comme la tâche la plus positive.

Bien entendu la FFGCI a été amenée à réviser bien des positions considérées auparavant comme fondamentales, comme l'analyse de la situation, les questions syndicales et la participation parlementaire. Mais cela, non en fonction d'une analyse théorique d'ensemble, mais par bribe, par morceau, par force des choses, avec lenteur et hésitation qui indiquent l'incertitude et la demi-conviction dans ses propres positions et qu'elle se trouve plutôt à la remorque des événements qu'à leur niveau et à leur compréhension.

Si les groupes tels que l'OCR, offrait l'image d'un navire ayant rompu ses attaches, voguant à la dérive, balloté au gré des vents, et prenant eau de tous côtés, la FFGCI nous offre l'image contraire d'un navire parfaitement immobile appréhendant d'affronter la mer, si bien ancré qu'il se laisse envahir par la rouille qui le dévore.

"Nous sommes les derniers des Mohicans", c'est en ces termes que définissait les groupes révolutionnaires dans la période présente, un vieux camarade de la GCI. C'est là plus qu'un programme, c'est toute une conception du rôle du militant révolutionnaire. Le militant serait d'après cette conception devenu le gardien d'un temple, d'une tradition sacrée. Au risque de passer pour des profanateurs de cimetières où reposaient les vieux chefs glorieux et les tables sur lesquelles sont gravées les formules sacrées du mouvement du passé, nous concevons pour le militant un tout autre rôle que celui d'être la fin de quelque chose, si grande soit-elle. Le militant aujourd'hui n'est pas le dernier d'un mouvement qui s'éteint, mais en tout temps doit être la suite, la continuité d'un mouvement qui vit, le premier d'un développement nouveau.

Il y a encore deux autres raisons pour lesquelles la FFGCI tourne le dos au travail théorique. C'est la crainte d'une part d'introduire le doute chez les militants et d'autre part de les distraire de l'activité pratique. Cela mérite qu'on s'y arrête un peu, d'autant plus que ce n'est pas seulement dans la bouche des dirigeants que nous trouvons ces arguments mais encore dans celles des militants ouvriers. C'est d'ailleurs dans la mesure où cette mentalité est répandue parmi les ouvriers que les dirigeants l'exploitent et la théorisent. De notre côté nous ne croyons pas que le révolutionnaire ait à céder à cette mentalité, ni à l'accepter comme un mal inévitable, mais doit la heurter de front, quitte à choquer momentanément les ouvriers qui la proclament. Après tout la tâche du révolutionnaire n'est pas de gagner à lui un plus grand nombre d'ouvriers arrivés, mais d'aider ces ouvriers à prendre conscience de leur mission historique en tant que classe. C'est le seul critère qui puisse nous guider. Que signifie que le travail théorique trouble ou introduise le doute chez les militants ouvriers ? La révolution socialiste n'est ni une fatalité, ni même une certitude. Elle peut devenir un réalisme par l'action de la classe historiquement révolutionnaire. Mais cette action de la classe, n'est pas déterminée

par la foi religieuse en le socialisme mais repose uniquement sur la connaissance des conditions historiques qui font du socialisme une nécessité objective, et c'est cette connaissance qui fait du socialisme une possibilité subjective. Or le doute n'est pas le scepticisme stérile et stérilisant, mais un élément positif actif, une condition inhérente à la plus grande connaissance. Le doute arme le militant, stimule son activité, tient en éveil son attention, lui donne confiance en lui comme l'unique acteur de son destin alors que c'est précisément la foi, la croyance aveugle en quelque dogme qui endort sa vigilance, annihile ses facultés, et en lui faisant embrasser cette croyance en un destin extérieur à lui, le fait douter de lui-même. La croyance n'est que du scepticisme en puissance et l'impuissance de soi. Le doute théorique, élément et condition de la connaissance est par essence une attitude révolutionnaire, le prolétariat n'a rien à en craindre. Ceux qui le craignent pour lui, c'est parce qu'ils doutent du prolétariat et se montrent eux mêmes de piètres révolutionnaires.-

Le prolétariat n'a pas non plus besoin d'une théorie de consolation. Ce n'est pas un enfant à qui on doit faire avaler des lillules amères en le distrayant ou en lui faisant de belles promesses. C'est un colosse qui a un monde à détruire et un monde à bâtir et qui n'a pour unique point d'appui que sa conscience, de classe. Aiguiser sa conscience en lui montrant ses faiblesses et ses défaillances et non flatter sa mentalité arriérée, très compréhensible chez une classe opprimée, toujours maintenue dans l'obéissance, c'est la seule façon possible de l'aider à remplir sa tâche historique géante.-

Pas davantage, le militant ouvrier n'a besoin de la méthode Coué: "Ça va bien, ça va bien, ça va toujours mieux". Cette autosuggestion qui est de la mystique sur le plan social devient de la mystification. Si elle est nocive pour la cause de l'émancipation du prolétariat, en fin de compte ce sont les mystificateurs eux-mêmes qui sont mystifiés. La FF comme les autres sections de la GCI doivent l'avoir appris pour leur propre compte et à leur propre dépens.-

Le doute est l'expression, le reflet des difficultés réelles que rencontre le prolétariat sur la voie de son émancipation. Il ne lui servirait à rien de fermer les yeux et de sembler les ignorer, il doit les surmonter. Le prolétariat ne saurait le faire que par la connaissance toujours plus approfondie de la nature de ces difficultés. L'ouvrier n'est un militant révolutionnaire qu'en faisant cet effort en vue de la connaissance, ou il n'est rien. La tâche du groupe révolutionnaire est précisément d'inciter, de créer les conditions nécessaires permettant à tout ouvrier de devenir un militant de sa classe, et non de lui épargner le doute et autre trouble, ou chercher à le consoler, en le maintenant toujours dans l'ignorance et dans un sentiment d'infériorité. -

La deuxième raison consiste à ne pas distraire les militants de l'activité pratique. La pratique est un des traits les plus caractéristique du prolétariat, en tant que classe jeune, dynamique, révolutionnaire. La vérité révolutionnaire se démontre dans la pratique. Mais rien n'est plus étranger à une conception révolutionnaire que cette singulière opposition que l'on tente d'introduire entre la pratique et la théorie. Ce sont là

Un exemple en ce sens nous a été fourni récemment par la Fraction française, qui ne pouvant accepter l'idée d'un travail de petit groupe et voulant à tout prix agir dans la grande masse, a préféré le lancement d'un journal imprimé à la publication d'un bulletin théorique périodique. Pas un instant la F.F. ne s'est demandé si un tel journal d'agitation politique correspondait à une possibilité réelle, c'est à dire répondait à un besoin, à une demande véritable. Peut-être espérait-elle provoquer par cet acte un choc psychologique dans les masses. Toujours est-il que, grisée par sa propre audace, en l'occurrence, la publication d'un journal politique imprimé, elle a fait un pas de plus, et a confié la diffusion à une entreprise de distribution de la Presse - la Maison Hachette. Quiconque est au courant tant soit peu des conditions de la presse en France, sait que ce mode de distribution par l'intermédiaire de cette entreprise centrale, exige un minimum très élevé de vente. L'avantage de cette distribution d'être largement répandue à travers tout le pays est un poids insupportable pour un petit journal à tirage limité et d'une vente incertaine. Les frais de diffusion pour chaque exemplaire vendu et plus encore pour les invendus sont tels qu'ils écrasent fatalement et rapidement le petit journal. Les trotskistes en savent quelque chose, eux qui furent finalement obligés de retirer la diffusion de la "Vérité" à Hachette et se contenter de l'assurer par leur propre moyen. L'activisme et l'inconscience ont incité la FF à recourir à cette pratique. Résultat après une année: 4 numéros de "l'Internationaliste" sortis et quelque 200.000 francs de gaspillés. Aussi depuis plusieurs mois la FF à bout de souffle s'est trouvée dans l'obligation de suspendre toute publication. Considérée du point de vue purement pratique une telle activité ne peut être qualifiée autrement que de l'aventurisme. Au point de vue politique c'est infiniment plus grave. L'isolement des groupes révolutionnaires est inévitable dans une période où la masse de la classe ouvrière suit l'idéologie de l'Etat capitaliste. Dans de telles conditions, "coller" à tout prix à la masse ne peut se faire, qu'en se mettant soi-même à son niveau, c'est à dire qu'on ne parvient à agir dans la masse qu'en cessant soi-même d'être révolutionnaire. Pour ce qui concerne un journal politique d'agitation, de deux choses l'une: ou il agite des positions politiques susceptibles de trouver un écho dans la masse et cela ne peut être que des positions non-révolutionnaires, ou bien il agite des positions révolutionnaires, mais dans le vide, c'est à dire il s'agite lui-même. Même dans ce second cas, l'agitation activiste compromet gravement l'activité révolutionnaire effective, une première fois en usant vainement les faibles forces révolutionnaires, une deuxième fois en les empêchant de faire un effort de recherche théorique indispensable pour la compréhension de la situation nouvelle.-

La FFGCI malgré ses erreurs et faiblesses est incontestablement un groupe révolutionnaire. Il pourrait à ce titre représenter un élément actif du futur mouvement ouvrier. Mais pour être effectivement une contribution pour le mouvement à venir, il doit au plus vite se dégager de l'équivoque dans laquelle la maintient une orthodoxie figée et dans laquelle la rejette sans cesse ses tendances activistes.-

PROPRIETE ET CAPITAL

Nous avons publié dans le numéro 38 de "Internationalisme" la première partie de l'étude de A. Orso sur "Propriété et capital". Nous en continuons la publication dans ce numéro. Nous rappelons que la première partie portait sur la technique de production et la forme juridique de propriété.

2- L'avènement du capitalisme et les rapports de propriété.

L'avènement de l'économie capitaliste dans ses effets sur les rapports de propriété ne se présente pas comme une instauration, mais comme une large abolition des droits de propriété privée. La thèse ainsi formulée ne doit apparaître ni étrange ni neuve, étant conforme substantiellement et formellement à la thèse de Marx.

Par rapport aux seigneurs terriens et féodaux la révolution bourgeoise a consisté en une radicale abolition des privilèges mais non à la suppression du droit de propriété sur la terre. Nous ne devons pas ici penser à la révolution dans le sens d'une brève période de luttes, ni aux mesures contre les rebelles et les émigrés et encore moins aux postérieures mesures de suppression des privilèges sur les terres de l'église, mais se référer au contenu économique-social de la grande transformation qui, dans ses prémisses, commence bien avant et finit bien après la classique date des insurrections, proclamations et promulgations des nouveaux statuts.

L'avènement du capitalisme porte le caractère d'une destruction des droits de propriété par rapport à la nombreuse classe des petits producteurs artisans et surtout, et pour une large part, dans certaines nations, des paysans propriétaires et travailleurs.

L'histoire de la naissance du capitalisme et de l'accumulation primitive coïncide avec l'histoire de la féroce et inhumaine expropriation des producteurs et est consignée dans les pages du "Capital".

Le chapitre de conclusion du premier livre, comme bien d'autres écrits fondamentaux du marxisme, présente la future destruction du capitalisme comme l'expropriation des expropriateurs et même - mais de ceci nous en parlerons dans une partie ultérieure de cet écrit - comme une revendication de cette "propriété" détruite et piétinée.

Pour que tout ceci puisse être nettement compris il est nécessaire de suivre la trame de la correcte application de notre méthode, et ne jamais perdre de vue les relations qui existent entre les formulations du langage et du droit classique, et celles spécifiques à nous, socialistes-marxistes.

L'explication de l'instauration du capitalisme dans le champ de la technique productive se rattache aux multiples perfectionnements de l'application du travail humain sur la matière travaillée; ce rattachement débute avec les premières innovations technologiques nées sur l'établi du patient et génial artisan isolé. La relation capitalisme et technique productive, en partant de l'artisan parcourt un formidable cycle avec la naissance des premières manufactures qui remplacent peu à peu la main de l'ouvrier par des machines opératrices et finissent même par employer les grandes forces motrices.

Actuellement le capitalisme nous est présenté comme un formidable complexe de constructions, de travaux, de machineries, desquels la technique a recouvert le sol des pays plus avancés, et pour cela il est plus juste de définir le système capitaliste comme celui de la propriété et du monopole de ces moyens de production colossaux et modernes, mais ceci n'est exact que pour une part.

Les conditions techniques de la nouvelle économie consistant en de nouveaux procédés basés sur la différenciation des actes de travail et sur la division du travail, mais historiquement bien avant ce phénomène nous avons celui bien plus simple du rapprochement et de la réunion en un lieu commun du travail de nombreux travailleurs qui continuent à travailler avec la même technique en usant les mêmes simples instruments qu'ils utilisaient quand ils étaient autonomes et isolés.

Le caractère vraiment distinctif de l'innovation n'est donc pas dans le fait qu'il est apparu un possesseur ou un conquérant de nouveaux moyens mécaniques, lequel produisant des objets manufacturés plus facilement supplante la production artisanale traditionnelle. Ces grandes transformations viennent après puisque pour la simple coopération, comme dit Marx, - ou bien le regroupement de nombreux travailleurs, - un local même primitif suffit et même dans le sweating system les travailleurs demeurent à domicile. Le caractère distinctif est donc ailleurs, il est un caractère négatif et en cela destructif et révolutionnaire. Aux travailleurs a été enlevé la possibilité de posséder pour leur compte la matière première, les outils de travail et donc la possession du produit de leur travail, la liberté de le consommer et de le vendre. Pour reconnaître

deux moments inséparables de toute action efficace, c'est à dire de toute activité réelle. C'est précisément en les séparant, en établissant un divorce entre l'un et l'autre qu'on engendre ces maladies spécifiques qui sont la contemplation passive et l'activisme forcené. -

Nous avons connu pendant la dernière guerre cette tendance dans la GCI qui s'est refusée à toute activité aussi minime soit-elle même celle de penser. Il n'est pas étonnant, il est même logique que cette tendance se soit transformée après la guerre, avec la constitution du Parti en Italie en son contraire, en un activisme outrancier en attendant de retourner à nouveau demain à la contemplation pure. -

Il était tout naturel que la constitution prématurée du Parti en Italie détermine chez ses protagonistes le besoin d'une activité activiste. Moins ils sentaient efficace, positive plus ils attribuaient cette inefficacité à une activité pratique insuffisante. Ils se lançaient tous jours davantage dans l'agitation dans le vide, pour s'étourdir et échapper à la sensation du vide. Cela pouvait satisfaire partiellement le besoin d'action chez des militants ouvriers qui se donnaient ainsi l'impression d'agir. Mais tôt ou tard l'impression agréable mais factice se dissipe pour ne laisser d'autres traces que la lassitude d'épuisement inutile. C'est en prétendant répondre au désir des éléments ouvriers et pour les garder, que le Parti en Italie limitait ces controverses et ces recherches théoriques, bonnes disait-il pour des "intellectuels" et des "docteurs". Nous avons déjà dit ce que nous pensons de cette plate démagogie à l'ouvriérisme. Dans la mesure où elle repose sur des sentiments réels de certains ouvriers, elle n'est que l'idéalisation de ce qu'il y a de plus arriéré dans la mentalité ouvrière. Elle est une prime accordée à l'ignorance. Mais il y a plus. En vérité la sollicitude envers les ouvriers n'est qu'une façade derrière laquelle se cache toujours l'incompréhension et l'incapacité, d'un certain type de dirigeants, d'aborder eux-mêmes les problèmes fondamentaux. Aujourd'hui, après 3 années d'existence les résultats sont là. Il n'y a aucun danger que le PCI soit devenu Dieu le garde un "canacle de docteurs". mais hélas, il n'a pas su pour autant garder les ouvriers dont une grande partie a conclu le débat en "votant avec les pieds". Quant à la Fraction française elle ne pouvait perdre ce qu'elle n'a jamais eu. Elle est restée, malgré ses appels répétés à la construction du parti. -

L'activisme diffère de l'activité en ce qu'il ne tient aucunement compte de la nécessité, de la rationalité de l'action. Ne tenant pas compte des possibilités tout lui devient possible. L'action n'est plus alors en correspondance avec la réalité, avec les conditions objectives mais devient un acte libre, un pure fait de la volonté. L'activisme libre, séparé de la réalité, voit à son tour la réalité se séparer de lui, chacun suivant une direction différente, la plupart du temps diamétralement opposées. Une telle attitude, si elle a pour avantage d'ôter à l'activiste le souci d'avoir à étudier les cours objectifs des situations dans lesquelles il entend intervenir, présente cet inconvénient de changer la nature de son activité qui, de révolutionnaire qu'il la voulait devient du donquichotisme. -

donc le début de fonctionnement d'une économie capitaliste, il nous suffit de constater qu'on y voit une masse de producteurs artisanaux qui ont perdu la possibilité de se procurer de la matière et des instruments de travail; et comme condition complémentaire, nous constatons que dans les mains de nouveaux éléments économiques, les capitalistes, ont été réunis des moyens d'acquisition dans un volume notable qui mettent ces capitalistes dans une situation telle, de pouvoir accaparer les matières et les instruments de travail d'une part, et d'autre part d'acheter la force de travail des artisans devenus salariés, ces capitalistes devenant les absolus possesseurs et propriétaires de tout le produit du travail.

A cette seconde condition correspond le fait de la primitive accumulation du capital dont l'origine est étudiée dans d'autres contributions à la connaissance du marxisme et qui ressortit de multiples facteurs historiques et économiques.

Que la seule réunion des ouvriers (concentration) suffise à rendre supérieur le nouveau système et le conduise à supplanter le vieux, ceci est expliqué par la diminution des frais généraux et par la meilleure utilisation du temps que les producteurs emploient aux phases techniquement assez simple du travail. Nous avons un premier dépassement du rendement de l'artisanat à boutique et atelier isolé. Mais ceci finit définitivement par être battu avec les ultérieurs développements dus à la division du travail. Ce n'est plus le compagnon aidé de un ou deux manoeuvres qui rend plus rapide la fabrication du produit, cette rapidité ressort des interventions successives des ouvriers de divers métiers, chacun d'entre eux seul ne sachant et ne pouvant le faire. Bien plus, certaines opérations, et des plus difficiles, qui avant étaient faites à la main, après un long temps, sont effectuées par une machine et le même résultat productif est obtenu avec de bien petits efforts de travail, dans le sens physique et mental, par l'ouvrier.

En suivant ce processus nous voyons s'agrandir la masse des moyens de l'usine qui naturellement n'appartiennent pas aux travailleurs juridiquement, comme déjà ne leur appartenaient plus d'une façon générale les simples ustensiles manuels dans le stade initial. Mais l'appartenance juridique de ces gros moyens aux capitalistes et donneurs de travail n'est pas une condition nécessaire; nous l'avons prouvé en rappelant que bien avant que les capitalistes ne soient apparus nous avions dans la première manufacture un capitalisme économique et social vrai et propre, et il nous reste à examiner beaucoup de cas dans lesquels en économie moderne les moyens productifs ne sont pas la propriété juridique du propriétaire de l'usine.

Le fait patent qui nous fait constater la venue du capitalisme ne se trouve pas seulement dans l'accumulation primitive, mais aussi "dans la violente séparation du producteur d'avec les instruments et les produits de son travail." Le capitalisme économiquement et socialement apparaît comme une destruction de la faculté d'appropriation des produits par les ouvriers et une appropriation de ces produits par des capitalistes.

Avec la perte de tous droits sur les biens produits le travailleur perdit simultanément tous les droits sur les instruments de travail, sur les matières premières et sur le lieu du travail. De tels droits étaient un rapport de propriété individuel que le capitalisme a détruit pour substituer un nouveau droit d'appropriation, de propriété qui nécessairement se porte sur les produits du travail et pas nécessairement sur les moyens de production. La titularisation juridique de ceux-ci peut se transformer sans que pour cela le caractère capitaliste de l'usine cesse. De plus le nouveau type d'appropriation n'est pas nécessairement un droit individuel ou personnel comme l'était hier celui de l'économie artisanale qui dépassait de peu les limites familiales.

Le capitalisme dans Marx - parce que nous ne faisons qu'exposer la doctrine qui fut toujours professer - s'instaure non seulement comme une expropriation mais fonde une économie et donc un type de propriété sociale. Nous pouvons parler classiquement de propriété personnelle, quand était donnée la réunion dans la titularisation d'une seule personne de tous les actes productifs et économiques d'une seule personne, mais quand le travail devient une fonction collective associée à beaucoup de producteurs - ce caractère étant fondamentalement indispensable au capitalisme - la propriété sur toute cette nouvelle usine est un fait de portée et d'ordre sociaux même si le contrat juridique mentionne une seule personne.

Ce concept, essentiel dans le marxisme, se transforme directement en celui de lutte de classe et d'antagonisme de classe, qui se trouve inclus dans le système capitaliste. L'appropriation des produits par le donneur de travail lequel a face à lui non plus des esclaves et des serfs mais des travailleurs salariés "libres", est un rapport posé sur le ~~xxx~~ plan social qui n'intéresse ~~xx~~ plus seulement l'unique patron et les quelques centaines d'ouvriers mais toute la classe ouvrière en contradiction avec le nouveau système de dominateurs et la force politique que le capitalisme a fondé avec son nouveau type d'état. Cette fonction sociale est rendue claire dans la loi marxiste de l'accumulation et de la reproduction progressive du capital. Le patron d'esclaves et le seigneur féodal tiraient du surtravail de leurs dépendants leur dîme personnel mais ils pouvaient très bien la consommer en entier sans que le système économique cessât de fonctionner, à l'échelle sociale. La part des produits de leur travail laissé aux esclaves et aux serfs suffisait à les faire survivre et à perpétuer le système. Pour cela le droit de propriété du patron

d'esclaves et de serfs est un vrai droit individuel. Non moins individuel est celui du paysan libre et de l'artisan qui ne donnent du travail à personne et peuvent consommer tout le fruit de leur travail qui est à la mesure de leur petite propriété terrienne et de leur petite boutique (dans le sens de fabrique et non dans celui de local). Le capitaliste retire lui aussi un profit du surtravail non payé à ses ouvriers qui ne reçoivent que le juste nécessaire pour vivre, mais le trait fondamental de la nouvelle économie n'est pas dans le fait, en théorie et selon la loi écrite, qu'il peut consommer tout le profit pour ses besoins; au contraire le fait général et social est que les capitalistes doivent réserver une part toujours plus grande du profit à des nouveaux investissements, à la reproduction du capital. Ce fait nouveau et fondamental a plus d'importance que celui du profit consommé par celui qui ne travaille pas. Si ce dernier rapport est plus suggestif et se prête mieux à la propagande contre le régime bourgeois, la loi fondamentale du capitalisme est pour nous représentée par la nécessité d'extraire une grande part du profit en vue de l'accumulation du capital.

Les caractéristiques comparatives de l'économie capitaliste sont donc l'accumulation en quelques mains d'une masse de moyens d'achat avec lesquels on peut avoir sur le marché des matières premières et des instruments d'une part, et d'autre part la suppression pour de larges couches de producteurs autonomes de la possibilité de posséder des matières premières, des instruments et des produits du travail.

Dans notre langage marxiste ceci permet d'expliquer la genèse du capitalisme industriel d'un côté et de l'autre celle de masse de travailleurs salariés ne possédant rien. Ceci, et nous sommes les seuls à le dire, a été le résultat d'une révolution économique, sociale et politique.

Nous ne prétendons toutefois que les bourgeois et les nouveaux capitalistes aient réalisé ce processus en conquérant le pouvoir dans la guerre civile et en promulguant ensuite une loi qui disait : "il est interdit à ~~xxxx~~ ceux qui n'appartiennent pas à la classe capitaliste vainqueur d'acheter des matières, machines et outils et de vendre des produits manufacturés." Le processus s'est déroulé bien autrement. Aujourd'hui encore la loi n'interdit pas d'être artisan, mais encore tandis que l'accumulation capitaliste accélère sous nos yeux son rythme vraiment infernal nous voyons la politique fasciste, social-nationaliste et social-chrétienne faire l'apologie de l'économie artisanale avec un relent de révolution française (en italien : la révolution française est remplacé par : mazzinisme de mazzini, homme politique italien du 19ème siècle.). Et cette apologie est faite entre autre pour le producteur agricole autonome, propriétaire de son lopin de terre. Le vrai processus de l'accumulation primitive a été tout autre, et l'on peut le présenter avec le langage de la philosophie et de l'éthique actuelles, avec celui du droit positif, avec celui du marxisme bien autrement profond.

La propriété comme droit de disposer du produit de son propre travail à l'aurore du capitalisme était encore défendu par des idéologues conservateurs et des théologiens ridiculisés par Marx dans leur embarras devant le passage de la propriété entre les mains de ceux qui n'avaient rien fait. Malgré toute leurs théories sur la justification du profit capitaliste par l'épargne, l'abstinence, le travail personnel antérieur, ils ne réussirent pas à moraliser le fait que le producteur d'épingles ne peut s'en approprier une sans se rendre coupable de vol.

Dans le système juridique contingent le rapport de propriété sur une boutique, une fabrique, un stock de matières premières et de produits, d'une seule personne, n'était pas exclu et des vieux codes du régime féodal et de ceux élaborés par la révolution bourgeoise. Le rapport économique social est pourtant clarifié à la lumière du marxisme dans la considération de la valeur du produit par rapport à la quantité de force de travail nécessaire à la réaliser. Si dans la manufacture le produit s'obtient en 4 heures tandis que l'artisan l'obtient en 8, ce dernier fort de son droit de propriété pourra le porter au marché mais n'en retirera qu'un prix réduit de moitié avec lequel il ne pourra pas acquérir la subsistance de sa journée. Ne pouvant pas physiquement travailler 16 heures par jour pour équilibrer son bilan il sera obligé d'accepter les conditions du capitaliste, c'est-à-dire travailler - nous supposons - 12 heures pour lui en lui laissant les produits et recevant dans un salaire l'équivalent de 6 heures de travail avec lesquelles même misérablement il pourra acheter.

Cette transformation brutale et féroce contient en elle-même la condition nécessaire pour le progrès de la technique productive : ce n'est qu'en soutirant à l'artisan asservi au capital cette marge de valeur de sa force de travail, que l'on peut créer les bases sociales de l'accumulation du capital, fait économique qui accompagne le fait technique du développement des moyens productifs caractéristique de la nouvelle époque scientifique et mécanique.

Pourquoi donc l'affermissement du nouveau système de production et d'appropriation des produits du travail dû pour triompher, briser certains obstacles déterminés dans les formes de production et les rapports de propriété du vieux régime? Pourquoi existait-il une série de sanctions et de normes limitatives contradictoires aux nouvelles exigences, comme à la liberté de mouvement des capitalistes et à la disponibilité d'une masse de travailleurs salariés. D'une part le monopole du pouvoir étatique dans les mains des nobles et du clergé soumettait les premiers accumulateurs du capital, les marchands usuriers ou banquiers, à des risques de vexations continuelles et certaines fois à des spolations, d'autre part les lois et les règlements corporatifs laissaient aux organismes des maîtres artisans de la cité des privilèges de monopole sur la production de certains articles manufacturés et donc sur leur écoulement dans certains territoires. La masse des travailleurs de l'industrie n'aurait pas pu se former si elle n'avait pas

charité les serfs de la terre, les compagnons des boutiques et les patrons artisans ruinés. La révolution ne conduisit donc pas à un nouveau code positif de la propriété, mais fut indispensable pour abolir les vieilles lois féodales qui conditionnaient les rapports de production et de commerce dans les campagnes et les villes.

Considérant le système capitaliste comme opposé au régime féodal sur les ruines duquel il a surgi nous ne devons pas voir comme étant sa ligne caractéristique la création d'un droit nouveau de propriété sur la machine, la fabrique, le chemin de fer, etc... attribué à la personne physique ou juridique.

Nous devons au contraire voir clairement quelles sont les trames discriminatives de l'économie capitaliste, car autrement nous ne pourrions suivre avec sûreté le processus de son évolution et juger des caractères de son dépassement.

En regard à l'évolution des rapports de propriété et en demeurant pour le moment sur le terrain du droit de propriété sur les biens mobiliers - nous parlerons ensuite de la propriété du sol et des biens immobiliers - les caractéristiques essentielles et nécessaires du capitalisme sont les suivantes :

1° l'existence d'une économie marchande par laquelle les travailleurs doivent acquérir tous les moyens de subsistance dans le sens général

2° l'impossibilité pour les travailleurs de s'approprier et d'apporter directement sur le marché les objets mobiliers constitués par le produit de leur travail, de même l'interdiction de la propriété personnelle du travailleur sur le produit

3° la remise aux travailleurs de moyens d'achat et plus généralement de biens et de services d'une grandeur inférieure à la valeur ajoutée par eux aux produits, ainsi que l'investissement d'une grande part de cette marge de valeur dans de nouvelles entreprises.

Sur la base de ces critères fondamentaux il est nécessaire de chercher si la titularisation personnelle de la propriété sur la fabrique et sur les entreprises productives est indispensable pour l'existence du capitalisme et s'il ne peut exister non seulement une économie purement capitaliste sans une telle propriété mais aussi à si dans certaines phases il ne convient au capitalisme de dissimuler sous d'autres formes son économie.

A une telle enquête, seront jointes les prémisses de quelque considération sur l'importance économique et l'évolution juridique du droit de propriété sur le sol, le sous-sol et au-dessus du sol par des personnes et des maisons privées de nos jours

A. Orso (à suivre)

LE PROBLEME DU SOCIALISME

III.

La signification de l'économie dirigée.

Dans les numéros précédents nous avons posé la question suivante : Quelles chances raisonnables y-a-t-il d'une révolution socialiste mondiale dans ce monde désamparé ? Et nous répondions qu'il n'y a pas de chance dans un court délai, en particulier parce que le pivot de l'économie et de la position mondiale s'est déplacé de l'Europe vers l'Amérique et la Russie. Cela signifie que le développement du capitalisme se continuera dans le monde entier. Enfin nous faisons quelques remarques sur le prolétariat européen qui est maintenant la victime de ses conceptions socialistes étatiques. Il faut attendre que les conceptions de la lutte de classe et les conceptions du socialisme prennent de nouvelles formes sous les nouvelles formes de l'exploitation capitaliste qui se font jour depuis 1930. Ces nouvelles formes de l'exploitation sont enfermées dans l'économie dirigée et dans le capitalisme d'Etat. C'est pourquoi il se révèle nécessaire de rendre compte de la signification de cette économie dirigée. Pour la bonne compréhension il sera utile de puiser dans l'expérience de l'Allemagne de 1930 - 45.

Le capitalisme libéral embourbé dans les crises En dépit de la courte durée de la période capitaliste libérale (1800-1930) le capitalisme s'est virtuellement embourbé. Cela saute aux yeux quand nous fixons l'attention sur les crises économiques qui tourmentent toute l'humanité. Ces crises se sont fait jour immédiatement après la naissance du capitalisme industriel. Régulièrement, tous les onze ans ; la vie économique était paralysée pendant environ un an et après cette "période de guérison" les usines travaillaient profitablement et le chômage disparaissait. Mais, au cours des temps, les crises se succédaient toujours plus vite et après 1900 tous les 7 ans la vie économique s'écroulait, pendant que les périodes de guérison s'allongeaient. L'an 1921 amena une stagnation comme on en avait jamais connu et 2 ans après la production commença de nouveau. Les cheminées d'usines fumaient de nouveau, les cours des actions montaient à la bourse, on "gagnait" de nouveau. La crise était surmontée ... pour la classe possédante. Mais pour les travailleurs la crise se poursuivait, ce qui se manifestait dans un nouveau phénomène : quoique la crise fut surmontée, une grande partie des travailleurs était devenue superflue pour la vie économique et restaient chômeurs. En Amérique il y avait tant de travail que la production augmentait jusqu'à 1929 de 26% au-dessus la hausse de la période précédente. Mais le nombre des travailleurs dans cette produc-

tion agrandie vaît baissé en valeur absolue et pendant la période de la plus grande production il y avait encore 5 millions de chômeurs. En Angleterre le même phénomène se montrait : de 1921 jusqu'à 1928 le nombre de chômeurs ne baissait pas au-dessous de 1 millions. Quant à la situation en Allemagne, elle était aussi tragique.

Il va sans dire que cette situation était accablante pour la classe ouvrière. Non seulement parce que des millions d'hommes ne seraient jamais absorbés dans le processus de travail et couraient le risque de la dégénérescence dans le paupérisme, mais aussi parce que tous ces chômeurs avaient une influence désavantageuse sur les salaires et le temps de travail, pendant que l'Etat amenuisait les lois sociales. Et pourtant, tout cela avait peu d'importance comparé à la crise de 1929. Elle fut la plus profonde et la plus étendue de toutes celles que nous avons couru dans l'histoire de capitalisme.

C'est surtout la crise de 1929 qui nous a montré que le capitalisme libéral était devenu intenable. Dans tous les pays de grandes quantités de capitaux étaient anéantis et d'autres étaient menacés par la faillite. C'est alors que les gouvernements dans tous les pays passèrent à une politique destinée à protéger les capitaux. C'est-à-dire que, pas à pas, ils éliminaient la libre concurrence par la fixation des prix, et par la réglementation de la production.

Un réseau étendu de tarifs de douane frappant les importations protégeait les capitaux internationaux dans tous les pays, de sorte qu'un échange libre de denrées devenait impossible. Mais toutes ces mesures qui faisaient recroquer le marché mondial, augmentaient les tensions entre les pays et il était clair que ces murs de douane devaient être abattus par des canons dans l'intérêt du commerce mondial.

Ici même nous ne voulons pas examiner plus avant l'effet de la crise de 1929. Nous voulons seulement faire voir que la production sur la base de la libre concurrence devenait toujours plus difficile et en fin de compte impossible. La vie économique dégringolait d'une crise dans l'autre, crises par lesquelles des millions parmi les populations payaient la dépense. Il se révélait clairement qu'il n'était plus possible de satisfaire aux besoins de la vie. Les trois quarts de la population du monde souffrait de faim, était dépourvue d'habits. Et malgré cela le système de production réclamait que le blé soit brûlé dans les locomotives ou jeté à la mer, la viande était arrosée de pétrole pour interdire la consommation. Car il y avait ... trop. Le démençe du système ne pouvait pas être démontré plus clairement.

Les tendances de réglementation dans le capitalisme libéral.

Les sociétés anonymes

Cependant, aussi dans le capitalisme libéral on peut parler d'efforts pour régler la production, quoique, en général, ils ne soient pas regardés comme cela. Nous voulons parler de la collaboration de groupes de capi-

taux toujours grandissants. Tout le monde sait que, au début du capitalisme, les outils étaient encore petits et un grand nombre de petits entrepreneurs se faisaient la concurrence l'un à l'autre. La concurrence menait à l'amélioration de la technique et par là à des outils toujours plus onéreux. Bientôt l'outillage d'une usine exigeait des capitaux tellement grands que ceux-ci ne pouvaient être fournis par un seul capitaliste? Ainsi beaucoup de petits capitalistes fournissaient les capitaux ensemble pour quelque grande usine: c'était une société anonyme.

Cette société anonyme était très simple, mais tout de même il faut remarquer qu'une particularité était ainsi introduite qui devait entraîner après elle des conséquences très profondes. Car, alors qu'autrefois chaque capitaliste avait la gestion de son propre capital maintenant on était obligé de qualifier un directeur qui avait droit de gestion du capital. Les actionnaires imputaient de gestion au directeur. Ici s'opéra une scission entre le droit de possession et le droit de gestion. Quand le directeur n'était pas versé dans l'art de faire un profit, le droit de gestion lui était oté et imputé à un autre directeur.

Les cartels L'étape suivante dans la collaboration entre les entrepreneurs, nous la voyons dans la formation des cartels. Les usines, fabriquant le même produit, consentaient un même prix sur le marché (Réglementation des prix). Dans d'autres branches, les entrepreneurs divisaient le marché (réglementation du marché), ou ils déterminaient la quantité de la production pour chaque usine (réglementation de la production). La formation de telles organisations d'entrepreneurs ne s'exécute pas toujours volontairement. Mais le cartel luttait contre les "entreprises sauvages" jusqu'à la mort, à la suite de quoi, le cartel achetait l'usine à prix bas.

Ici deux choses sont importantes. D'abord, on essayait de faire une réglementation de la production. Egalement, nous voyons ici comment la scission entre le droit de possession et le droit de gestion s'approfondit: Les règles pour la gestion des capitaux sont prescrites pour tous. Autrement dit: les grandes entreprises du cartel acquièrent le droit de gestion du capital des plus petites, quoiqu'ils ne le possèdent pas. La lutte pour la formation des cartels n'est que la lutte pour le droit de gestion du capital, lutte menée par les plus grands capitaux.

Dès l'abord la formation des cartels était aussi considérée comme un effort d'éliminer la lutte de tous contre tous, pour établir une production planifiée. Mais il se révélait très vite que les cartels ne freinaient pas les crises. De plus, la crise une fois éclatée, les cartels se décomposaient et chaque entreprise cherchait à sauver sa peau en négligeant les règles prescrites.

Les banques Avec les banques, on voit clairement la scission entre le droit de possession et le droit de gestion. Les banques travaillent avec les capitaux dépositaires. Les directeurs

maîtrisent avec ces millions une bonne partie de la vie économique et leur pouvoir s'étend en puissance beaucoup plus loin que les millions empruntés à la vie économique.

C'est facile à comprendre. Quand une entreprise a besoin de capitaux, souvent les banques les fournissent seulement contre un siège dans le conseil d'Administration de l'entreprise. Autrement dit : la banque s'assure le droit de gestion sur le capital de l'entreprise, quoiqu'il ne la possède pas.

Le capital financier Il y eut une période où les banques se développèrent si puissamment qu'elles assujétirent des parties considérables du capital industriel et commercial. Partout elles conquérèrent un siège dans les Conseils d'Administration des grandes entreprises. Mais plus tard, le capital industriel et commercial devint plus puissant et il commença alors d'acheter des actions bancaires, afin de pénétrer dans les directions des banques. Ainsi le capital bancaire, industriel et commercial s'enchevêtraient souvent, formant ce qu'on appelle le capital financier.

Ce que nous enseigne tout cela, c'est que dans les cercles des grands pouvoirs capitalistes, il ne s'agit pas en premier lieu de prendre possession de capitaux d'autres personnes, mais de lutter pour la gestion de la vie économique. La centralisation de la gestion est donc autre chose que la concentration des droits de possession. La centralisation du pouvoir des capitaux entre les mains de peu de personnes va plus vite que la concentration des droits de possession. C'est évident dès qu'on réalise que les actions sont souvent éparpillées sur des milliers d'actionnaires.

Ce phénomène de scission entre le droit de gestion et le droit de possession doit aussi être envisagé du point de vue de la réglementation des forces productives. Sans aucun doute il constitue une sorte de réglementation. Mais cette normalisation n'était qu'une mise en ordre de bataille des capitaux afin de porter la concurrence sur une échelle plus élevée. En réalité, cette "normalisation" prépara des catastrophes beaucoup plus intenses, des crises plus profondes, des guerres plus acharnées.

L'économie planifiée allemande.

La loi sur les devises de Brüning 1931. L'Allemagne continuait sa marche vers la normalisation de la vie économique. La crise de 1929 diminua l'exportation allemande dans des proportions considérables, et de plus, les banques étrangères commençaient à réclamer le remboursement de leurs crédits à court terme. L'Amérique percevait que l'Allemagne n'était plus capable de payer les frais de la guerre s'élevant à 1600 millions de marks-or et accordait un moratoire pendant un an (moratoire Hoover). Mais cela n'apportait pas une solution. En 10 jours les banques étrangères faisaient rentrer 3 milliards et cela signifiait la fin de la capacité de paiement. Il n'y avait plus de devises, l'or avait émigré vers la France et l'Amérique et toutes les banques allemandes étaient obligées de fermer leurs guichets. L'Allemagne avait fait

faillite. (12 Juillet 1931).

Que fait-on en cas de faillite ? Les créanciers font une liste des avoirs et des dettes et commencent à vendre les biens du débiteur. Pour l'Allemagne, on suivit la même procédure, (rapport-Layton), et le danger menaçait que les actions des entreprises allemandes déménagent à l'étranger, qu'elles prennent la même route que les actions des chemins de fer allemands. Les capitalistes allemands étaient menacés d'expropriation totale. Mais les capitalistes allemands n'avaient pas l'intention de se soumettre à cette expropriation et ils se préparaient pour la grande lutte.

D'abord il s'agissait d'importer les matières premières pour l'industrie. Pour s'assurer les devises nécessaires, le chancelier Brüning promulga sa loi sur les devises. Chaque particulier détenteur de devises, devait fournir celles-ci à la Reichbank, et le gouvernement déterminait la quantité et la sorte des denrées d'importation et de plus spécifiait dans quelles entreprises elles seraient utilisées. Il va sans dire qu'un contrôle sur les devises était nécessaire, c'est-à-dire un contrôle sur l'importation et l'exportation (le gouvernement déterminant alors les importations selon les sommes disponibles). D'un seul coup, le capitalisme libéral prenait fin pour une grande partie de la vie économique. Ce n'était pas en vertu d'un principe, mais sous l'emprise de la détresse, que s'exécuta ici la plus grande centralisation que nous ayons vu dans ce temps-là. (sauf en Russie). Les biens possédés restaient comme ils étaient, éparpillés, mais la gestion se déplaçait des trusts et des cartels vers l'Etat.

La crise avait provoqué la fermeture d'une grande partie des usines. Il y avait 12 millions de chômeurs et d'autres millions d'ouvriers ne travaillaient pas plus que 3 jours par semaine. Des milliers de jeunes hommes déambulaient sur les grandes routes comme des vagabonds. La décomposition de la grande industrie n'était plus seulement une perte de capitaux considérable pour les capitalistes : cela devenait une catastrophe "nationale". Pour les masses, le maintien de ces industries ne se réduisait plus au sauvetage de quelques capitalistes, mais se posait comme "intérêt national". Mais dans la pratique, la centralisation de la vie économique dans les mains de l'Etat signifiait : centralisation dans l'intérêt des grands capitaux. Virtuellement, c'étaient les intérêts des grandes industries qui déterminaient ce que l'Etat devait faire ou négliger, parce que le pivot de la vie économique et politique reposait sur eux.

Cette centralisation n'était en réalité qu'une étape dans la lutte permanente pour la gestion des capitaux. D'abord quelques usines ou des banques ou cartels se battaient pour la gestion de leurs capitaux. Sous la pression de la détresse, l'Etat devint un moyen de contrôle de presque tous les capitaux investis, mais dans l'intérêt des plus grands capitaux. En 1931, cela contenait des possibilités insoupçonnées et il s'agissait seulement de chercher une forme pratique pour cette gestion centrale.

Dictatures
de 1932.

La recherche de cette forme pratique se développait l'année suivante, en 1932. Le parlement, institution dans laquelle les différentes couches de la population cherchent à défendre leurs intérêts, devait être anéanti. Pour la forme, il pouvait naturellement rester, mais il ne devait plus exercer de pouvoir réel. C'est pourquoi la dictature modérée de Von Papen et Schleicher fait son apparition.

De la même façon que le pouvoir économique fut concentré dans les mains de quelques uns, le pouvoir politique fut concentré dans les mains de quelques uns. L'un n'est que l'expression de l'autre. Ainsi, quand Hitler vint au pouvoir en 1933, l'essentiel sur ce plan était déjà réalisé. Le temps était mûr désormais pour utiliser la gestion centrale des capitaux d'une façon favorable. Favorable pour le grand capital, naturellement.

National socialisme.

Ce n'est naturellement pas un hasard si ce fut justement le parti national socialiste qui devait se charger d'exécuter la centralisation en faisant fonctionner la totalité du capital investi en Allemagne pour les intérêts des grands capitalistes. Car ce parti prêche la lutte de libération nationale contre le traité de Versailles et pour la reconstruction d'une "grande-allemande". Et ceci fut en harmonie avec les intérêts des grands industriels, qui devaient conquérir de l'espace vital en abaissant les murs des tarifs douaniers et en conquérant des pays coloniaux, riches en matières premières. Pour ceci il fallait un appareil militaire monstrueux, dont la construction ouvrait en même temps un nouveau marché intérieur pour les différentes industries nécessaires pour l'armement.

Dans la nouvelle production "planifiée" toute la vie économique fut pour ainsi dire unifiée dans une grande société anonyme sous la direction des directeurs des grandes industries comme "hommes de métier" ainsi que des nationaux-socialistes. La grande société anonyme pour la reconstruction d'un grand appareil militaire, autrement dit "l'Etat allemand" fixait maintenant quelle branche de la **société** devait disparaître et combien les autres devaient produire. Les branches de l'économie chargées d'alimenter la population devaient être tenues au plus bas niveau; de sorte que tout le travail puisse être utilisé au réarmement. Le taux de profit fut réglé par directive centrale et fixé à 6 ou 8%.

Echange de marchandises.

Il apparaissait déjà assez vite quelles possibilités énormes offrait la centralisation de la vie économique allemande. Malgré les entraves et malgré le manque d'or, d'importantes transactions commerciales pouvaient avoir lieu. Quand, sous le régime libéral, un importateur allemand de céréales voulait recevoir une quantité de blé de la Roumanie, il pouvait le faire uniquement en payant des devises. Mais sous les nouvelles formes, lorsque l'importateur des céréales fut devenu le même que l'exportateur de machines et autres produits (c.à.d. l'Etat), devises ou or furent superflus et on pouvait payer avec d'autres marchandises. Des firmes isolées pouvaient difficilement faire des

transactions de cette sorte. Il fut prouvé que l'économie totalitaire était une arme tellement puissante sur le marché mondial que même les plus grands monopoles du capitalisme libéral ne pouvait pas et de loin, se mesurer avec elle. Ceci apparut même plus fortement là où les prix qui durent être payés ou la contre-valeur à recevoir ne furent plus d'un intérêt primordial. Dans le cas où les frais s'élevaient trop haut toute la population allemande était là pour en prendre sa part. Mais de toute façon on pouvait faire du commerce et produire, tandis que ceci était impossible sous le capitalisme libéral.

Avec cette méthode d'échange des marchandises l'Allemagne pouvait prendre en main presque tout le commerce avec les Balkans. La France et l'Angleterre furent éliminés de ces marchés. Des rapports commerciaux avec l'Afrique du sud et l'Amérique du Sud furent liés de la même façon.

Ainsi l'Allemagne devenait, par l'abolition de la concurrence en Allemagne, un concurrent invincible sur le marché mondial. Par l'abolition de la concurrence à l'intérieur, la production "planifiée" n'était qu'une arme puissante pour la lutte dans la concurrence entre les puissances mondiales.

Aujourd'hui l'Allemagne est battue et la 2ème guerre mondiale a laissé l'Europe dans la ruine. Une grande partie de l'appareil de production est usé, ou détruit, les routes sont en mauvais état, et les moyens de transport doivent être renouvelés. Et de plus les dettes de l'Etat se sont élevées à une hauteur inconnue.

Tous ces renouvellement ainsi que l'amortissement des dettes sont possibles seulement par les "épargnes" de la population laborieuse et c'est pour quoi un bas niveau de vie est le prix du "redressement du pays". Et c'est justement ce "redressement" qui exige notre attention particulière. Car il ne s'agit pas d'un redressement du système capitaliste libéral, mais au contraire d'un avancement à grands pas vers une forme d'organisation du capital plus haute : l'économie dirigée par l'Etat.

La nouvelle organisation du capital en est seulement à son premier développement, dans certains pays elle est déjà plus développée que dans d'autres. Mais le principe, valable pour tous les pays, est le suivant : l'Etat devient le grand collecteur où toute la plus-value de l'industrie et de l'agriculture se concentre. Il peut le faire de différentes manières : par les impôts sur les profits, et il est alors actionnaire silencieux dans toutes les entreprises, aussi, par sa politique des prix et de la production, pour ne pas oublier enfin par ses restrictions à la consommation et le blocage des salaires. L'Etat s'empare pour une grande partie de la gestion de la vie économique, quoi qu'il ne soit pas le détenteur des moyens de production, pour les intérêts de grands capitaux qui sont le pivot de la vie économique et politique. La totalité des forces productives du pays doit être coordonnée comme dans un grand concert sur le marché mondial et sur le

terrain politique mondial. C'est pourquoi l'économie dirigée par l'Etat n'amène pas un soulagement de l'exploitation des populations laborieuses, mais au contraire une accentuation. Le sens de l'économie dirigée par l'Etat est virtuellement d'accroître l'exploitation des masses, et d'éliminer les branches du travail qui n'ont pas d'intérêt pour l'organisation des grands capitaux.

Maintenant devient clair le raisonnement pour lequel nous disions que le prolétariat européen est la victime des conceptions socialistes étatiques. Jusqu'à maintenant il a cru que l'Etat était le levier du socialisme. Dans ces conceptions le capitalisme privé doit être suivi par l'économie dirigée par l'Etat et, quand cela est possible, l'Etat doit être le détenteur des moyens de production. L'Ancien mouvement ouvrier convient aux zélés ardents de l'économie dirigée par l'Etat, parce qu'il y voit la réalisation de son socialisme. Mais, ce socialisme n'est pas la suppression de l'exploitation, l'abolition des classes. Quand les dirigeants de l'Ancien mouvement ouvrier se parent encore du nom de socialistes ou communistes, ils visent une société, dans laquelle ils obtiendront les fonctions dirigeantes comme fonctionnaires de l'Etat et seront payés avec de hauts salaires comme en Russie.

Les social-démocrates, les staliniens, les dirigeants des syndicats occupent une place ambiguë dans les luttes présentes. Il est vrai qu'ils appuient partout le redressement capitaliste; mais quand cela est possible ils combattent le capital privé pour le transférer entre les mains de l'Etat. Leur pouvoir comme nouvelle classe d'opresseurs prévus obtient par là une assise solide. Leur antagonisme contre le capital privé se fait jour dans les nationalisations. Mais là où il s'agit de maintenir l'emprise sur les masses ils font le front unique de "l'intérêt national" avec les capitalistes ou avec l'Etat oppresseur. Par là ce qui se règle n'est pas que les dirigeants seraient "des traîtres au socialisme", ou qu'ils seraient "mauvais dirigeants", car c'est une conséquence de leurs conceptions du socialisme; dans lequel les partis et les syndicats doivent être les moyens de maîtriser non seulement les moyens de la production et de la vie sociale, mais aussi de maîtriser les hommes comme appendices des moyens de travail.

C'est pourquoi l'économie dirigée par l'Etat est plus qu'une organisation des forces matérielles. L'Etat essaye de grouper toute la vie spirituelle autour d'un seul principe : unité nationale. Le bien-être de toute la nation, la force de la nation, doivent être le point de départ de toute l'organisation de la société. Plusieurs partis, plusieurs syndicats, plusieurs organisations de jeunesse, plusieurs organisations culturelles, tout cela est possible. Toutes ces organisations de plusieurs opinions ne donnent aucun souci au régime du moment que l'assise commune se pose dans l'unité nationale. Malgré les opinions différentes, les pensées, les sentiments et la volonté des masses sont ainsi conduites dans le même fleuve. C'est pourquoi il faut voir dans l'unité nationale une des plus importantes armes spirituelles de la bourgeoisie et... de l'Ancien mouvement ouvrier. La "psychologie dirigée" est un complément à la conception

ment nécessaire à l'économie dirigée par l'Etat. C'est pourquoi le bas niveau de la culture et de la civilisation du présent sera encore abaissé par la nouvelle organisation du capital.

L'avenir pour les masses est sombre. Le filet de l'économie dirigée a commencé à s'étendre sur la population laborieuse et il gêne toujours leur résistance à des tendances appauvrissantes des nouvelles formes d'oppression et d'exploitation, parce que ces populations sont prisonnières de leur propre conception du socialisme et de la lutte de classe sous la direction des partis et des syndicats.

Mais ce temps d'impuissance n'est pas établi pour l'éternité. Ceci veut simplement dire que la période des syndicats et des partis correspond nécessairement à la "préhistoire" de la classe ouvrière, elle concorde avec le petit capitalisme de l'époque, cependant que la grande lutte essentielle contre le grand capital et son Etat s'annonce déjà. Pour cette lutte de nouvelles formes organisationnelles sont inévitables et dans la lutte nouvelle la classe ouvrière renouvelle ses conceptions du socialisme.

POLO

LA PERSPECTIVE DE BARBARIE

I

LE PROBLEME DE LA PERSPECTIVE.

Le socialisme scientifique et la lutte de classe du prolétariat.

Le mouvement révolutionnaire du prolétariat a pris sa consistance historique il y a un siècle avec Marx. Jusqu'à lui, en effet, l'Europe n'avait connu que les premières tentatives idéologiques du communisme et les premières interventions du prolétariat dans la lutte des classes avec des aspirations et des buts propres. Avec le matérialisme dialectique et le socialisme scientifique tels que les formule le philosophe allemand, ^{le mouvement} change de tournure dans la plupart des pays. L'explication de la production et de l'histoire ainsi que la formulation correcte - pour la première fois - des fondements du problème de la connaissance permettent en effet, de dégager le sens des luttes du prolétariat, et de montrer comment celui-ci à condition de comprendre ce sens et d'orienter à leur tour ces luttes elles-mêmes d'une façon conforme, pourrait parvenir à une transformation révolutionnaire de la société mondiale qui mettrait fin à la division en classe et ouvrirait devant l'humanité la possibilité d'une histoire consciente.

La perspective : & partir de cette époque, le mouvement révolutionnaire s'est constitué et élargi sur une base internationale. Les crises économiques et historiques du capitalisme provoquèrent des mouvements divers. On a connu successivement la première puis le deuxième, enfin la troisième internationale, la commune de Paris, la Révolution russe. Tous ces événements vérifièrent l'appréciation générale de Marx que pendant toute une période le prolétariat intervenait de façon croissante dans la vie du capitalisme et tendait à renverser l'ordre existant pour lui substituer le socialisme. Et pendant toute cette époque le mouvement révolutionnaire s'est orienté, a opéré, en fonction de ce qu'on a toujours appelé dans ses rangs : une "perspective".

En effet, le socialisme scientifique avait d'une part expliqué l'histoire du développement humain jusqu'à notre époque (le passé) et de l'autre montré comment les contradictions propres à son état actuel - le capitalisme - devait conduire à la révolution du prolétariat et au socialisme (l'avenir). Mais cette dernière appréciation contenait elle-même deux éléments qui, pour être strictement complémentaires et n'être pas concevables l'un sans l'autre, n'en étaient pas moins différents. D'un côté il s'agissait de la conception

générale, rationnelle et à priori d'une société sans classe, le socialisme, "hypothèse" pour ainsi dire de raisonnement sans lequel on ne pouvait comprendre les sociétés divisées en classes. Et de l'autre, de la tendance pratique, observable, à postériori, dans l'histoire contemporaine, du prolétariat à mener des luttes violentes animées par des idéaux exprimant l'aspiration effective des ouvriers à construire un ordre social correspondant au socialisme. Naturellement Marx n'avait dégagé scientifiquement "l'hypothèse" du socialisme que parce qu'il existait dans la vie sociale le mouvement ouvrier correspondant. Réciproquement - on l'a vu plus haut - le mouvement ouvrier ne pouvait à son tour faire en sorte que l'hypothèse de la lutte socialiste devint un jour à venir la conclusion effective et pratique de l'histoire (et pas seulement une validité) qu'à condition qu'il assimila les principes théoriques de l'hypothèse; c'est-à-dire qu'il dégagât dans la classe ouvrière - ou au moins dans son avant-garde - la conscience claire des buts historiques qu'elle posait. Ainsi le voulait - aussi bien pour la théorie chez Marx que pour la lutte parmi les ouvriers - le processus même de la connaissance (processus que, précisément; Marx expliquait en même temps et érigeait ensuite en système pour guider la lutte révolutionnaire) à savoir que celle-ci se fait en fonction du développement historique de la société humaine lequel, à son tour, ne se comprend qu'à condition d'être ramené "en dernière instance" (la formule est d'Engels") au niveau atteint par les forces productives.

Bref, le mouvement admettait à la fois la valeur de la théorie "scientifique" du socialisme, et la présence de conditions expérimentales dans l'histoire (le mouvement ouvrier) permettant de la vérifier. C'est ce qu'on appelait, à juste titre, la perspective. On résumait ce qu'on vient de dire plus haut, sous la formule suivante: les contradictions du capitalisme conduisent à la dictature du prolétariat et à la révolution socialiste; elles y conduisent "nécessairement", puisque seules, dictatures du prolétariat et révolution feront que les dites contradictions pourront être surmontées. Le mouvement révolutionnaire travaillait ainsi en fonction de la "perspective du socialisme".

Fausse conception de la perspective

A la vérité cette perspective était double, contrairement à ce que pourrait laisser croire la formulation telle qu'on

l'a employée ci-dessus. C'est très important de la comprendre. Nous avons en effet affaire aujourd'hui à deux courants qui viennent se compléter, et qui pour ne pas s'en rendre suffisamment compte risquent ensemble de conduire ce qui reste de nos jours d'une avant-garde révolutionnaire à s'adapter au Capitalisme d'Etat contemporain par une voie particulière d'opportunisme. Ces deux courants sont tels que tout se passe, en dépit de dénégation dont ils ne font pas faute, comme si ceux qui les représentent admettaient le caractère purement unilatéral de la perspective. Les uns disent en effet: la perspective socialiste telle qu'on l'admettait depuis Marx avait annoncé la "nécessité" de la révolution, et sous sa forme moderne

La perspective affirmait que le capitalisme traversait la période des guerres et des révolutions, et que la guerre impérialiste ne pouvait manquer d'exploser en dictature du prolétariat ; or deux guerres mondiales ont déjà passé et aucune révolution mondiale n'est en vue. D'où ils concluent à la faillite du marxisme et passent pratiquement à la bourgeoisie. Les autres par contre déclarent : la perspective du socialisme n'a été infirmée en rien, car l'expérience montre qu'effectivement aucune révolution n'est intervenue en dépit des prévisions faites, prouve simplement qu'on s'est trompé sur les rythmes et qu'en réalité le prolétariat n'était pas encore mûr pour la grande transformation, ainsi qu'on l'avait cru dans le passé. Mais cette maturité est pour demain. Pour ainsi dire : la perspective n'ayant pas fait jusqu'ici l'objet d'un véritable "usage" reste encore bonne pour l'avenir. Ces idées se rencontrent parmi certains débris du trotskysme, dans toute la gauche communiste, et dans les tendances apparentées aux Communistes des Conseils de Hollande. C'est la vision biblique de la perspective ; le socialisme y fait figure d'une terre promise qui reste toujours maintenant mais toujours là (comme dans les mythes). Selon qu'en rejetant ainsi en avant le terme de la révolution on a en vue un avenir proche ou au contraire indéfini (ou infini ?) on retrouve deux attitudes qui à leur tour se complètent elles aussi admirablement. Dans le premier cas, on prévoit des batailles pour demain et l'activisme le plus forcené aide à se boucher les yeux sur ce que l'histoire a effectivement invalidé de la perspective du socialisme (et c'est le cas de la G.C.I.). Dans le second on prévoit un grand développement du capitalisme destiné à se poursuivre comme par le passé, à quelques variantes près dans les "méthodes", et on attend alors dans les bibliothèques que l'accroissement de puissance numérique que cette expansion des forces productives communiquera par la suite au prolétariat mondial, amène la révolution dans un avenir imprévisible (c'est le cas de beaucoup de ceux qui se réclament des Communistes des Conseils). Là aussi on oublie de faire le bilan de ce qui, dans le bagage théorique du marxisme révolutionnaire concernant la perspective socialiste a été infirmé.

Double caractère de la perspective

Or, il n'est nullement vrai que la perspective telle qu'on l'admettait depuis Marx ait été unique. C'est bien connu, aussi savons nous que la plupart de ceux auxquels nous reprochons de se cantonner à une vision unilatérale nous répondront qu'ils le savent bien. C'est vrai. Mais les hommes se jugent sur les actes, non sur les paroles. Ce principe vaut en général, mais encore plus en politique. Nous demandons : s'il en est ainsi, que fait-on pour tirer effectivement de l'échec de prévisions passées sur la révolution (que jadis on a toujours estimée "proche", relativement au moins et pour de très bonnes raisons) la conséquence qui découle de ce que la perspective ayant été prouvée de façon alternative, un terme de cette alternative exclut obligatoirement l'autre, et par conséquent la non vérification du premier implique la vérification du second ?

La perspective disait en fait : ou socialisme ou barbarie

Pourquoi ? C'est un problème de la philosophie marxiste de l'histoire.

L'histoire est faite de luttes de classes. Elle se fait en fonction du développement réciproque des classes en lutte par rapport au niveau des forces de production. Pour le passé, nous pouvons juger de la manière dont les contradictions par lesquelles se traduisent ces antagonismes ont été "résolues". Il y a à cela deux raisons. D'une part, parce que le passé est connu, enregistré, consigné dans les livres d'histoire. Mais de l'autre parce que les déroulements historiques et notamment les révolutions du passé ont toujours été le fait de classes exploitricées, et que les cadres du système sociale régime, qui se posait sur ces classes était simplement lors de sa formation dégagé par elles des forces économiques qui les soutenaient. Dans ces conditions, la manière dont les contradictions étaient surmontées (par substitution d'un régime d'exploitation à un autre) était claire.

Mais pour l'avenir (notre avenir) la situation est fort différente. Elle est tout juste opposée. Le prolétariat est en effet une classe exploitée. Il s'ensuit que le régime auquel tend sa lutte dans et contre la société capitaliste - à savoir le socialisme - est à priori. Ce régime, loin de murir dans le sein même de la société (capitaliste) dont il doit naître, est au contraire le fruit d'une simple construction rationnelle, et il a été pensé et assigné comme but à une classe et à l'humanité avant qu'on l'ait jamais vu fonctionner au que ce soit - en bref, avant qu'il ne soit devenu "réel".

La perspective tracée par Marx pour le socialisme ne pouvait donc être qu'indicative puisqu'avant tout rationnelle. Sa réalité recevait incontestablement un commencement de preuve dans les événements observables lesquels prouvaient que le prolétariat tendait bien à la dicataure du prolétariat et au socialisme (la Commune de Paris pour Marx, la révolution russe plus tard). Mais il restait à vérifier - il reste encore - par l'expérience si le prolétariat accèderait effectivement, malgré la répression idéologique de la bourgeoisie, à un niveau de conscience des buts du socialisme (conscience si difficile à atteindre étant donné la position d'exploitée de la classe ouvrière et le caractère tel qu'il rende possible la révolution mondiale et la construction effective et sans retour du socialisme. La "nécessité" de la perspective socialiste était donc bien admise, mais seulement dans le cadre, et de ces tendances effectivement observables, et de cette difficulté de formation de la conscience du prolétariat. On laissait ouverte une alternative qui était dite "barbarie".

Les conditions subjectives de la perspective

Dans un écrit publié au numéro 37 de ce bulletin ("le centenaire du manifeste Communiste et la perspec-

tive du socialisme" - septembre 1948) nous avons examiné les conditions subjectives de la conscience de la perspective socialiste telles qu'elles s'étaient posées avec Marx et depuis, et nous ne pouvons nous répéter ici en détail. Le lecteur intéressé par ces questions s'y reportera. Marx comptait ces éléments subjectifs comme partie intégrante de la perspective socialiste, et c'est toute la théorie de la

° à priori du socialisme

"révolution permanente". Cette théorie guida et anima le mouvement dans son ensemble bien après Marx, et jusqu'à aujourd'hui, aussi bien avec Lénine et Trotsky qu'avec les courants de gauche, encore que pour ces derniers ç'ait été parfois davantage implicite qu'au contraire.

Pour le mouvement marxiste révolutionnaire, de ses origines à nos jours, la révolution du prolétariat supposait en effet réunies les deux conditions déjà évoquées ci-dessus à un titre ou à un autre: les conditions dites objectives et les conditions dites subjectives.

Les premières concernaient l'infrastructure (notamment les forces productives), les secondes les superstructures et la conscience.

Ces deux ordres de conditions étaient absolument liés. Le bas moyen âge avait connu un développement des forces productives conduisant à l'éclatement des rapports féodaux et des barrières domestiques de l'artisanat. La manufacture en était résultée et avec elle l'exploitation (inconnue avant) du travail salarié ouvrant la voie au capital. La manufacture avait à son tour conduit et laissé en même temps la place à l'entreprise capitaliste moderne et à la révolution industrielle du machinisme. Le machinisme introduisait dans la société en pleine transformation sous l'effet de ses développements techniques et économiques, un mode "révolutionnaire" de production (Marx). La production atteignait des niveaux inconnus du passé à une vitesse elle-même inconnue, et elle y parvenait par bonds, à travers des cycles de crises successifs. Simultanément, les rapports de classe se modifiaient et les luttes de classe s'emplifiaient. Le capital envahissait toute la production et brisait en Europe comme outre-mer tous les cadres traditionnels. Les vestiges du féodalisme s'effondraient et dans la bourgeoisie qui montait ainsi vers la domination de la société, de nouveaux rapports de lutte s'établirent entre les différentes classes correspondant aux formes multiples du capital, notamment à propos de la répartition de la plus-value entre profits industriels et rente foncière. L'établissement des nouveaux rapports de classe conduisait la société à passer par une longue phase de révolutions en même temps que se développaient rapidement les forces productives capitalistes. C'est l'époque des révolutions bourgeoises, au cours desquelles suit une période allant de la révolution anglaise au 17^{ème} siècle aux derniers soubresauts connus par les pays arriérés (notamment l'Asie) jusqu'à une époque récente. Les rapports bourgeois établirent, par crises révolutionnaires successives, la domination de la société bourgeoise sur la planète entière. L'Europe et l'Amérique terminent leurs révolutions bourgeoises vers 1870, la Russie la sienne en 1917, et l'Asie arrive au même point dans les années qui suivent la première guerre mondiale et accomplissent la seconde. C'est précisément parce que dans l'esprit de Marx et de ses successeurs, ces conditions objectives et subjectives (économiques, sociales et politiques) du développement (bourgeois) du capitalisme, conditionnaient à leur tour directement, et dans le cadre jusqu'à aujourd'hui admis de la perspective socialiste, les conditions objectives et subjectives de la révolution du prolétariat, que la théorie de la révolution permanente prenait son sens et fondait la validité historique de la perspective

En effet, le développement des forces productives du Capitalisme, crée à son tour une nouvelle classe, constituent une menace de fossage pour la bourgeoisie. Les exploités du Capital, les salariés, tendaient dans les conditions de développement du monde bourgeois et des révolutions bourgeoises à se constituer en classe. C'est à dire à constituer sur la base de leur condition économique propre dans la société, un groupement social aspirant, en fonction d'une idéologie appropriée à cette condition et la transcendant, à la domination de la société. La société bourgeoise se développait dans les convulsions, les luttes idéologiques et politiques, les insurrections, les guerres civiles. La bourgeoisie, certaines classes bourgeoises, étaient révolutionnaires. La bataille de rue leur était familière, au moins dans certains pays. Les idées s'animaient, les connaissances se développaient, la conscience du "progrès" dominait la pensée. Dans ce climat les ouvriers s'intégraient, mais pour leur propre compte, aux luttes ouvertes pour le pouvoir. De l'exemple de la bourgeoisie révolutionnaire ils acquéraient la conscience de la "nécessité" de leur révolution propre. Des penseurs bourgeois parvenaient à fournir l'explication scientifique de la société parce qu'ils plaçaient au point de vue du prolétariat, et ils appartenaient ainsi à celui-ci un armement théorique déduit des conséquences les plus extrêmes et les plus authentiques de la pensée bourgeoise. La théorie de la révolution permanente admettait justement que les développements successifs de l'ère des révolutions bourgeoises culmineraient par leur logique même dans la lutte armée des ouvriers pour la révolution sociale et la dictature internationale du prolétariat pour la construction du socialisme. La révolution socialiste serait le terme ultime et nécessaire de l'ère des révolutions bourgeoises, parce que précisément le prolétariat y trouverait les conditions de formation de sa conscience révolutionnaire de classe.

Prémices actuels : la perspective de barbarie. C'est des termes même de cette conception, absolument justifiée du point de vue de la perspective si on la ramène à l'époque, soumise d'autre part à un commencement véritable de vérification, que découlait l'idée toujours acceptée que si la révolution bourgeoise ne devait pas conduire au résultat socialiste qu'on pouvait raisonnablement escompter, il n'y aurait pas d'autre voie pour la société humaine qu'un cours du capitalisme vers la barbarie. C'est à dire qu'on assisterait à une "continuation" à une "survie" du capitalisme mais dans un sens qui historiquement signifierait une "chutte", un déclin de la civilisation. C'est le moment de s'en souvenir aujourd'hui, c'est à dire non seulement de l'invoquer mais d'en tirer, sans crainte ni réticence, toutes les conséquences nécessaires, mêmes si elles ne plaisent pas.

Des prémices précises à la vérification de la perspective de barbarie existent aujourd'hui, voilà ce qu'on ne peut nier. C'est à dire qu'en vérité, de l'alternative traditionnellement posée par le marxisme comme perspective : ou socialisme, ou barbarie, nous voyons que c'est la deuxième qui commence à se vérifier. Cela c'est l'histoire réelle dont il s'agit de tenir compte pour nos légitimes aspirations sociales.

En effet, l'ère des révolutions bourgeoises est aujourd'hui terminée comme période historique, même si avec une scholastique appropriée il reste toujours possible d'argoter sur la révolution bourgeoise dans la Papousie ou le Zouzoulard d'aujourd'hui. Simultanément à la fin des révolutions bourgeoises à l'échelle mondiale, on a vu se consommer l'échec total de la révolution elle aussi sur le plan mondial, telle qu'on l'avait escompté au cours de la guerre 1914-1918, ainsi que la chute rapide de la dictature du prolétariat instaurée localement à titre épisodique en Russie en 1917, et la dégénérescence ultérieure de la troisième internationale. Depuis, les événements ont encore confirmé la tendance puisque la guerre mondiale récente rendue possible par ces échecs et la préparation au cours de la nouvelle ont permis la liquidation du prolétariat en tant que classe indépendante et révolutionnaire dans la société. Le capitalisme entre dans une nouvelle phase structurelle, le capitalisme d'Etat, à la description et à l'interprétation duquel seront précisément consacrées les pages qui suivent. Or le prolétariat, loin de jouer comme facteur révolutionnaire s'y opposant, constitue tout au contraire - présentement - un soutien actif de ce cours, fondamentalement - travers le syndicalisme et accessoirement à travers le stalinisme et la social-démocratie. Le capitalisme d'Etat - ainsi que quelques années d'expérience le révèlent déjà - signifie l'absorption progressive du Capital et de la société par l'Etat capitaliste, l'encasernement de la société tout entière, et la transformation des individus et des classes "en masses", la centralisation bureaucratique, le recul culturel, la décomposition sociale et morale, enfin l'exploitation aggravée, l'apparition de formes forcées et concentrationnaires du travail, la guerre permanente. Le Capitalisme d'Etat s'ouvre, sous le signe de l'âge atomique, nouvelle étape technique de l'histoire humaine, après la pierre et les métaux; mais à la veille d'inaugurer l'usage des nouvelles connaissances de la structure de la matière par une gigantesque auto-destruction.

Fin des révolutions bourgeoises, échec de la révolution prolétarienne prévue - et prévue exclusivement - dans ce cadre, du capitalisme d'Etat, voilà quels sont les termes aujourd'hui posés de l'ouverture de cours de barbarie. Le reconnaître d'abord est la condition impérative pour le maintien d'une position révolutionnaire et d'une orientation ultérieure.

Seulement procéder ainsi ne suffit encore pas. Puisqu'on peut parler, en effet, d'une perspective de barbarie alternative à une perspective de socialisme, c'est donc, non pas en fonction de leur état, mais de leur tendance qu'il faut s'efforcer de dégager la signification des conditions actuelles du capitalisme. Il faut rechercher ou va le capitalisme. Autrement dit, il faut dégager, comme pour la perspective socialiste, une véritable perspective de barbarie laquelle semble se dégager dès aujourd'hui, comme dominante. De là, il deviendra alors possible de s'orienter dans l'histoire qui vient, et c'est la première des tâches qui s'impose avant tout à nous. Mais il deviendra également possible de déterminer en même

temps si l'avenir ne contiendra pas lui non plus une nouvelle perspective socialiste, fonction et des conditions générales du capitalisme telles qu'elles survivent, et des conditions historiques propres au capitalisme d'Etat de la barbarie. Il s'agira au premier chef de ce qui concerne les conditions subjectives, c'est à dire la formation de la conscience révolutionnaire du prolétariat. Mais on sera alors dans l'histoire, et non plus dans les mythes, comme avec ceux qui, en dépit de la disparition des conditions historiques précises et spécifiques, qui fondaient et limitaient la perspective admise depuis Marx, maintiennent cette dernière alors que les conditions ne sont plus.

Ici même, nous nous sommes attachés strictement au problème de la perspective de barbarie, aucun autre ne sera touché, notamment celui d'une nouvelle perspective possible pour le socialisme. Nous consacrerons donc les quatre sections suivantes à l'étude des tendances évolutives du capitalisme dans leur cours vers la barbarie. L'une concernera la période de développement du capitalisme, les trois autres, la période de décadence, la dernière touchant à la perspective proprement dite. L'objet de ce travail consistera en une détermination des règles d'analyse économiques et historiques que nous croyons propres à guider une interprétation juste de la période.

Antécédents à l'analyse économique du cours de barbarie chez Engels.

Toutefois, avant de passer à cet examen, nous croyons utile de situer le problème de la barbarie tel qu'il se pose aujourd'hui par rapport aux con-

ceptions qui, dès la fondation du socialisme scientifique, se rapportent à ce problème et en ce sens l'anticipent. Il existe, c'est incontestable, des éléments chez Engels, éléments qui, pour aussi connus qu'ils soient de beaucoup, méritent d'être rappelés ici.

Assurément, il n'est pas question de retrouver chez le compagnon de Marx une quelconque préfiguration du capitalisme dans son état actuel, ni par conséquent d'exhumer des textes sacrés prouvant que tout ce qui se passe aujourd'hui avait déjà été prévu hier, et de "légitimer" du même coup nos examens actuels par l'"autorité" des Grands Anciens. Ce qu'Engels nous livre, c'est une situation de la tendance organique du capitalisme vers le Capitalisme d'Etat, et si l'on tient compte de l'époque à laquelle les lignes qui s'y rapportent ont été écrites, on doit y voir avant tout une illustration des conditions du Capitalisme vers la fin du 19^{ème} siècle. La valeur, pour nous, aujourd'hui, de ces conditions, c'est de nous rappeler en quoi la tendance actuelle - (barbare) - du capitalisme était déjà inscrite dans les conditions de la période de développement, et de nous en fournir par la même une interprétation correcte, c'est-à-dire située en fonction de l'accumulation du capital et des rapports de production capitalistes. C'est important pour illustrer en quoi les théories fleurissant depuis quelques années et qui expliquent les transformations actuelles de la société par l'achèvement d'un nouveau type social : le "collectivisme bureaucratique" (Rizzi-Burnham-Sachtman) sont à l'opposé des conceptions et de la méthode développés par Marx et Engels.

Engels écrit (Socialisme et socialisme utopique - Editions Sociales - P. 24-25) :

"Il est donc constaté, d'abord que le mode de production capitaliste est devenu incapable de diriger dorénavant les forces productives qu'il a créées, puis que ces forces productives elles mêmes poussent de plus en plus impérieusement vers la solution de l'antagonisme, vers l'abolition de leur qualité de capital et vers la reconnaissance pratique de leur caractère réel, celui de forces productives sociales. C'est cette réaction sans cesse croissante des forces productives contre leur qualité de capital, c'est cette reconnaissance impérieusement exigée de leur caractère social, qui, de plus en plus, contraignent la classe capitaliste, autant que la nature du capital le permet, à les traiter en forces productives sociales. La période de production à haute pression, par son crédit gonflé à l'extrême, autant que la crise par l'écroulement de grands établissements capitalistes, imposent à de grandes quantités de moyens de production la socialisation qui se manifeste sous forme de sociétés par actions. Beaucoup de ces moyens de production et de communications sont, dès le début, si gigantesques que, comme les chemins de fer, ils excluent toute autre forme d'exploitation capitaliste. Mais à un autre degré de développement, cette forme, elle aussi, devient insuffisante, le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, doit prendre la direction de ces forces productives. (Nous soulignons) Cette nécessité de transformation en propriété d'Etat se fait d'abord sentir pour les grands organismes de communication : les postes, les télégraphes, les chemins de fer, etc..."

"Si les crises prouvent l'incapacité de la bourgeoisie de diriger dorénavant les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et en propriétés d'Etat montre que la bourgeoisie est devenue superflue. Toutes les fonctions sociales des capitalistes sont remplies maintenant par des employés salariés. Le rôle social des capitalistes se borne à empocher des revenus, à détacher des coupons et à jouer à la bourse, où ils se dépouillent mutuellement de leurs capitaux. La production capitaliste, qui commença par lancer l'ouvrier dans la surpopulation relative finit par y précipiter à son tour le capitaliste, en attendant qu'elle lui assigne sa place dans l'armée industrielle de réserve.

"Mais que les forces productives soient entre les mains de sociétés par actions ou de l'Etat, elles conservent néanmoins leur qualité de capital. Le fait est patent pour les sociétés par action. Et l'Etat moderne n'est que l'organisation que se donne la société bourgeoise pour mettre toutes les conditions de la production capitaliste à l'abri des attaques, tant des capitalistes individuels que des ouvriers. L'Etat moderne, quelle que soit sa forme, est essentiellement une machine capitaliste, l'Etat des capitalistes, pour ainsi dire le capitaliste collectif idéal. Plus il accapare de forces productives, plus il se change en capitaliste collectif réel (nous soulignons), plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent toujours des salariés, des prolétaires. La relation capitaliste entre

"salariants et salariés, n'est pas détruite, mais poussée à bout elle fait la culbute. L'appropriation par l'Etat des forces productives ne résout pas le conflit, mais elle contient les éléments de cette solution."

Comme on voit, Engels considérait bien dans ce texte ce qu'on appelle aujourd'hui la tendance du capitalisme à s'organiser en capitalisme d'Etat, mais c'était dans le cadre des mouvements internes de la société bourgeoise au 19^{ème} siècle. Il voyait dans cette tendance des éléments de la situation de l'époque, aussi doit-on admettre que pour lui la tendance au capitalisme d'Etat s'inscrivait au point de vue du socialisme dans les conditions de la révolution permanente. C'est pourquoi, la "culbute" qu'il prévoit pour le moment où l'état devient capitaliste collectif réel, était envisagée par rapport aux conditions de son temps. On s'en rend compte lorsque trois pages après le texte qu'on vient de citer Engels, envisageant la nécessité d'organiser la société sans classe et le point d'évolution du capitalisme où cela devient possible, écrit : "Ce point est aujourd'hui atteint". L'étatisation du capital était donc entendue comme une étape de développement du capitalisme qui, dans le cours de la révolution permanente culminant dans la dictature du prolétariat, et à cause de ce cours et de cette culmination, ouvrait les voies directes à la révolution socialiste.

Les conditions effectives du capitalisme d'Etat telles que nous les voyons aujourd'hui sont bien différentes puisque les révolutions bourgeoises sont terminées, et que les prévisions de la théorie de la révolution permanente sur lesquelles étaient fondée la perspective socialiste traditionnelle n'ont pas été vérifiées. Par contre, l'étatisation du capital semble se préparer à aller bien au-delà de ce que pouvait prévoir raisonnablement Engels; et à oïvir, à l'inverse de ce considérait celui-ci, la réalisation effective de la perspective alternative de la barbarie. C'est pourquoi aussi le problème est posé aujourd'hui des conditions nouvelles de la "culbute" par rapport à celles qu'Engels avait envisagé jadis dans d'autres circonstances. C'est tout le problème de la nouvelle perspective socialiste.

Cette parenthèse historique terminée, nous sommes maintenant en mesure d'aborder l'étude des conditions actuelles du cours de barbarie.

MOREL.

(à suivre)